



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique  
**N° 137 – 4<sup>ème</sup> trimestre 2008**

# Conjoncture économique

## Sommaire

<b>Synthèse</b> .....	<b>3</b>
<b>Le contexte international et national</b> .....	<b>4</b>
<b>La conjoncture du quatrième trimestre à la Martinique</b> ....	<b>6</b>
<b>Annexes statistiques</b> .....	<b>14</b>
<b>Note méthodologique</b> .....	<b>15</b>
<b>Les secteurs d'activité</b> .....	<b>16</b>
Vue d'ensemble des secteurs.....	17
Agriculture et élevage.....	18
Le secteur agroalimentaire.....	21
Les autres industries.....	23
Le secteur du bâtiment et des travaux publics.....	24
Le secteur du commerce.....	28
Le secteur des services aux entreprises.....	30
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.....	31
<b>Les entreprises</b> .....	<b>33</b>
L'investissement des entreprises.....	34
Les conditions de financement offertes aux entreprises.....	34
La vulnérabilité des entreprises.....	35
Dernières données chiffrées.....	35
<b>Les ménages</b> .....	<b>37</b>
La consommation des ménages .....	38
L'investissement des ménages .....	38
La vulnérabilité des ménages.....	39
Dernières données chiffrées.....	39
<b>Sélection d'indicateurs macroéconomiques</b> .....	<b>41</b>
Le marché de l'emploi.....	42
L'inflation.....	42
Le commerce extérieur.....	43
Dernières données chiffrées.....	43
<b>Liste des publications</b> .....	<b>45</b>

---

***Synthèse de la  
conjoncture économique  
à la Martinique***

---

# Conjoncture économique

## Conjoncture internationale du quatrième trimestre 2008

### Décrochage de l'activité dans un contexte déflationniste

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2008, le ralentissement de l'activité économique s'est accentué dans l'ensemble des régions du monde. L'incidence négative de la crise financière sur l'économie réelle, prolongée par les ajustements à la baisse de la demande interne, a été amplifiée par une contraction du commerce international particulièrement significative en fin d'année. Le resserrement du crédit, initialement lié à un effet d'offre (crise de liquidités), a été renforcé par une contraction de la demande, compte tenu de la forte propension des agents économiques à diminuer leur dette plutôt qu'à investir (« deleveraging »).

Parallèlement, l'atténuation des tensions inflationnistes, observée depuis l'été 2008, s'est poursuivie sous l'effet de la baisse des cours des matières premières, en particulier du pétrole<sup>1</sup>, mais également de l'atonie du marché du travail et de la faiblesse de la demande mondiale. Dans ce contexte, l'ensemble des Banques centrales ont procédé à de nouvelles baisses de leurs taux directeurs afin d'éviter que des taux réels positifs ne viennent dégrader plus encore la conjoncture.

Enfin, les politiques budgétaires ont également été mobilisées, avec l'adoption de mesures visant à contrecarrer les effets de la crise économique.

Après avoir affiché une certaine résistance en début d'année, les **Etats-Unis** ont enregistré une nouvelle contraction de leur PIB d'une ampleur plus importante qu'au troisième trimestre (-1% contre -0,1% en rythme trimestriel<sup>2</sup>). La poursuite du repli de la demande intérieure, qui a amputé la croissance trimestrielle de 1,3 point, n'a plus été compensée par les exportations nettes. Seules les variations de stocks ont limité le recul du PIB, en contribuant pour 0,3 point de pourcentage à la croissance économique. La reconstitution des stocks à ce moment du cycle laisse penser que les entreprises n'avaient alors pas prévu une telle baisse de la demande. S'agissant de la production, le ralentissement initialement observé dans les secteurs immobilier et financier s'est diffusé à l'ensemble des secteurs. Le marché du travail a été particulièrement impacté avec un accroissement significatif du taux de chômage qui passe de 4,9% en début d'année à 7,2% à décembre. Par ailleurs, le déficit commercial américain s'est amélioré en raison de la chute de la consommation et du net recul des cours du pétrole. Mais la baisse de la demande étrangère et l'appréciation du dollar, quelque erratique qu'elle ait été, ont entraîné un recul marqué des exportations.

En ce qui concerne l'évolution des prix, sous l'effet du recul rapide des coûts de l'énergie, la hausse annuelle de l'IPC a ralenti pour s'établir seulement à 0,1% en décembre 2008, contre 3,8% en moyenne sur l'année. La Réserve Fédérale a abaissé son taux objectif à un niveau historiquement bas dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

Au total, la croissance a été ramenée à 1,3% pour l'ensemble de 2008, après 2,0% en 2007.

Le **Japon**, dont l'économie est fortement dépendante de ses exportations, a été particulièrement affecté par la contraction de la demande extérieure. L'économie japonaise a ainsi connu un repli de 3,3% de son PIB au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent<sup>3</sup>, ce qui représente trois fois le chiffre enregistré aux Etats-Unis. La chute des exportations a été le principal facteur de ce recul, amputant le PIB de 3 points sur le trimestre. Le corollaire de cette contraction a été une chute très forte de la production industrielle. En outre, en dépit d'une évolution des prix particulièrement modérée<sup>4</sup>, la consommation privée s'est elle aussi contractée sous l'effet d'une détérioration du marché du travail. La Banque du Japon a ramené en décembre 2008 son taux objectif proche de zéro (0,1%), notamment pour contenir l'appréciation du yen. Enfin, deux plans de relance ont été lancés en fin d'année dans un contexte où les finances publiques japonaises connaissent un taux d'endettement particulièrement élevé (la dette publique représentait environ 1,8 fois le PIB en fin d'année).

Le **Royaume-Uni** entre en récession avec, pour le deuxième trimestre consécutif, une baisse du PIB (-1,5% après -0,6% au troisième trimestre), sous l'effet d'une contraction de la demande intérieure. La correction du secteur immobilier s'est poursuivie avec une baisse des prix des logements de 16,2 % en glissement

<sup>1</sup> L'indice des prix agrégés des matières premières de l'OCDE a diminué d'environ 7% sur l'année 2008. Quant au pétrole, après avoir atteint le pic de 147 dollars le baril en juillet, les cours du Brent se sont effondrés, terminant l'année à 40,05 dollars sur le marché de Londres tandis que le WTI finissait à 38,75 dollars à New York, soit une chute vertigineuse de plus de 70 % de leur valeur.

<sup>2</sup> Les chiffres publiés par le Bureau of Economic Analysis sont exprimés en glissement annualisé, soit -3,8% au quatrième trimestre, contre -0,5% au troisième trimestre.

<sup>3</sup> Soit une chute de 12,7% en rythme annuel et la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974.

<sup>4</sup> Hors produits alimentaires et énergie, la hausse annuelle de l'IPC est demeurée à 0,0% en décembre.

## Conjoncture économique

annuel en décembre<sup>5</sup>. La Banque d'Angleterre a abaissé début janvier 2009 son taux directeur de 50 points de base à 1,5%.

La **zone euro** a enregistré un repli historique de son PIB de 1,5% au cours du quatrième trimestre (la plus forte baisse depuis la création de l'UEM), après deux trimestres successifs de contraction de 0,2%. Ce fort recul a été principalement lié au décrochage du PIB de la première puissance économique de la zone. L'Allemagne a en effet enregistré un repli de 2,1%<sup>6</sup> sous l'effet du net ralentissement de l'industrie manufacturière et des exportations. L'inflation a été contenue à des niveaux relativement bas (1,6% en décembre 2008, contre 3,1% un an auparavant) et le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8% en décembre, contre 7,2% un an auparavant). Enfin, compte tenu de l'évolution des prix, la BCE a procédé à trois baisses successives de ses taux directeurs durant le dernier trimestre, ramenant le taux de refinancement à 2,5% en décembre.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance de la zone euro est restée cependant positive (à 0,7% contre 2,7% en 2007) grâce aux résultats satisfaisants du début d'année.

En **France**, le décrochage de l'activité s'est également produit au cours du quatrième trimestre 2008 (-1,2% en volume<sup>7</sup>), alors que l'activité économique avait relativement bien résisté au troisième trimestre (+0,1%). Cette forte baisse a été en grande partie le résultat d'un déstockage massif des entreprises (qui explique les trois-quarts de cette contraction), signe d'un certain attentisme face à une conjoncture incertaine, et d'une contribution négative du commerce extérieur. Par ailleurs, l'ensemble de l'activité industrielle a connu très forte correction avec un repli de 8,6%, et de 32,5% pour l'industrie automobile (en glissement trimestriel). Les dépenses de consommation des ménages ont bien résisté en cette fin d'année, avec une augmentation de 0,5%, soit la croissance trimestrielle la plus élevée de l'année 2008. Mais la dégradation du marché du travail, avec des destructions d'emplois de plus en plus importantes sur les trois derniers trimestres de 2008<sup>8</sup>, ne présage pas du maintien du niveau de consommation des ménages. Par ailleurs, les indices des prix ont poursuivi leur diminution, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, et le taux d'inflation sur un an en décembre s'est établi à 1%<sup>9</sup> contre 2,8% en moyenne sur l'année.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB en France a augmenté de 0,7%, en net ralentissement après +2,1% en 2007.

Enfin, les **économies émergentes** ont connu à leur tour un ralentissement de leur activité beaucoup plus marqué à la fin de l'année 2008, sans commune mesure toutefois avec l'ampleur du décrochage de l'activité observé dans les pays développés. L'activité a continué à ralentir sous l'effet du recul sévère de la demande extérieure, qui a affecté particulièrement les exportations et la production industrielle. En Chine, le PIB a progressé de seulement 1,65% au dernier trimestre (contre 2,17% au trimestre précédent<sup>10</sup>). Sur l'année 2008, la croissance chinoise a été de 9%, alors qu'elle était de 13% en 2007, son plus fort taux depuis 1993. La production industrielle a continué à diminuer en Amérique latine, sauf en Argentine. S'agissant de l'évolution des prix, on observe une persistance de tensions inflationnistes en Amérique latine, tandis que dans la plupart des pays émergents d'Asie, l'inflation est restée modérée.

---

<sup>5</sup> Indice Halifax.

<sup>6</sup> Soit la plus forte contraction enregistrée depuis la réunification en 1990. Alors que l'Allemagne avait particulièrement bien résisté aux effets de la crise en début d'année, affichant un taux croissance parmi les plus élevés des économies développées, elle est entrée en récession dès le second trimestre, avec trois trimestres consécutifs de repli de l'activité.

<sup>7</sup> Soit la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974 (-1,6% au quatrième trimestre).

<sup>8</sup> Succédant à une hausse continue des créations d'emplois dans le secteur marchand depuis 2004, les trois derniers trimestres de l'année 2008 ont enregistré environ 163 000 pertes d'emplois cumulées (27 000 au T2, puis 46 800 au T3, et 88 700 au T4).

<sup>9</sup> L'indicateur d'inflation sous-jacente a augmenté quant à lui de seulement 0,1%.

<sup>10</sup> Les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques sont exprimés en glissement annualisé, soit 6,8% au quatrième trimestre, contre 9% au troisième trimestre.

# Conjoncture économique

## La conjoncture du quatrième trimestre 2008 à la Martinique

**Avertissement :** en raison de difficultés liées au mouvement social affectant la Martinique depuis le 5 février 2009, il n'a pas été possible de recueillir l'ensemble des informations figurant habituellement dans le Bulletin trimestriel de conjoncture économique. L'enquête de conjoncture pâtit notamment d'un taux de réponse moins significatif qu'à l'ordinaire (56%). Les résultats présentés ci-après sont donc à appréhender avec prudence et sont susceptibles de modifications ultérieures.

Conformément aux anticipations formulées au cours de la précédente enquête de conjoncture, la fin de l'année 2008 a été marquée par une nouvelle contraction de l'activité. L'ensemble des secteurs semblent gagnés par une relative perte de confiance. Le manque de vigueur de la consommation des ménages, désormais en proie aux tensions de trésorerie, l'attente des entreprises en matière d'investissement et la dégradation des indicateurs de vulnérabilité, viennent conforter le sentiment d'une activité morose au quatrième trimestre.

La perte de vitesse de l'économie martiniquaise intervenue en 2007, semble se confirmer en 2008 en dépit d'un premier semestre relativement favorable.

### L'enquête d'opinion de l'Iedom auprès des chefs d'entreprise

#### Au quatrième trimestre 2008, l'activité s'inscrit une nouvelle fois en retrait

A fin décembre 2008, l'enquête trimestrielle de conjoncture économique de l'Iedom révèle une nouvelle dégradation du niveau de confiance des chefs d'entreprise. Dans le détail, l'ensemble des secteurs, hormis l'agriculture et dans une moindre mesure l'industrie, a fait état d'une activité en baisse. Dans ce contexte, les entreprises sont d'autant moins disposées à embaucher que la situation de leur trésorerie est grevée en raison de l'alourdissement des charges d'exploitation et de l'allongement des délais de paiement. Dès lors, la majeure partie des entreprises, et notamment les entrepreneurs individuels, reportent leur effort d'investissement.

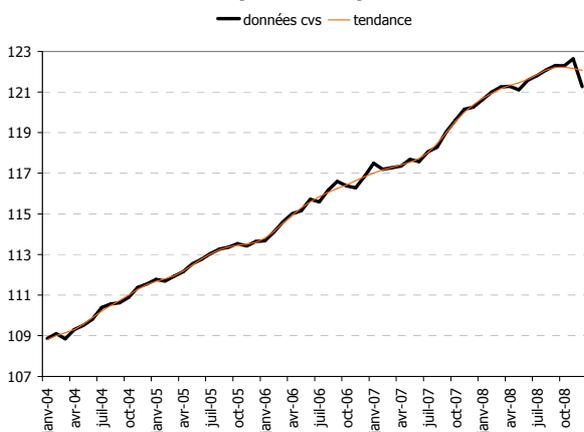
### Les indicateurs macroéconomiques

#### Inflation

#### Une détente sur les prix en fin d'année

Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation ralentit au dernier trimestre 2008. Sur les trois derniers mois de l'année, les prix accusent un recul significatif (-0,9% en données cvs, contre +0,3% entre juin et septembre 2008), marquant un net ralentissement de l'inflation en décembre 2008.

#### Indice des prix à la consommation (base 1998)



Source : Insee, données mensuelles

Dans le détail, le poste énergie contribue le plus fortement à la baisse des prix (-13,8% d'un trimestre sur l'autre). Cette évolution est à rapprocher de celle des prix des hydrocarbures : une baisse des prix est intervenue à l'issue du mouvement social initié en Guyane en novembre 2008 en vue d'obtenir la répercussion de la chute des cours du pétrole brut sur les prix à la pompe. Les prix à la pompe atteignent désormais 1,32€ par litre d'essence sans plomb et 1,06€ par litre de gasoil, soit des baisses de 10,2% et 8,6% respectivement.

Parallèlement, les produits manufacturés accusent une baisse de 1,9%, tandis que les services, seul poste orienté à la hausse, progressent de 0,9%, tirés par les prix des transports et communications (+2,3% sur la période).

## Conjoncture économique

A fin décembre 2008, la croissance annuelle de l'indice des prix atteint +0,8%<sup>11</sup>. Cette évolution résulte essentiellement d'une diminution marquée des prix de l'énergie (-5,8% sur un an). Cependant, en moyenne annuelle, l'inflation s'établit à +2,8% contre +2,4% un an auparavant.

### Commerce extérieur

#### Relative stabilité des termes de l'échange

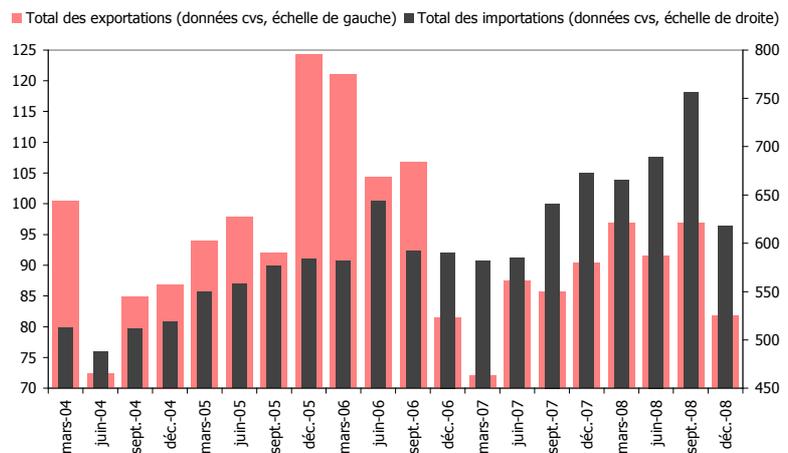
Au quatrième trimestre 2008, le **taux de couverture des importations par les exportations** a atteint 12,1% contre 12,4% un an plus tôt. Cette relative stabilité résulte d'une baisse conjointe des exportations et des importations (-10,2% en glissement annuel pour les exportations et -8% pour les importations). Il convient de noter que le conflit social intervenu en décembre 2008 sur le port a pu peser sur le niveau des échanges en fin d'année.

#### Importations et exportations globales

(en millions d'euros)

Principales composantes des exportations, les produits énergétiques (environ trois quarts du total) et les produits de l'industrie agroalimentaire (13%) enregistrent respectivement des baisses de 3,4% et de 6% sur un an.

La baisse des produits énergétiques (-23,4% sur un an) explique également l'essentiel du recul des importations. Cette évolution provient, en grande partie, d'un effet prix lié à la chute du cours du pétrole brut, la variation annuelle des quantités de produits énergétiques importées ayant été moins marquées (-5,8% sur un an).

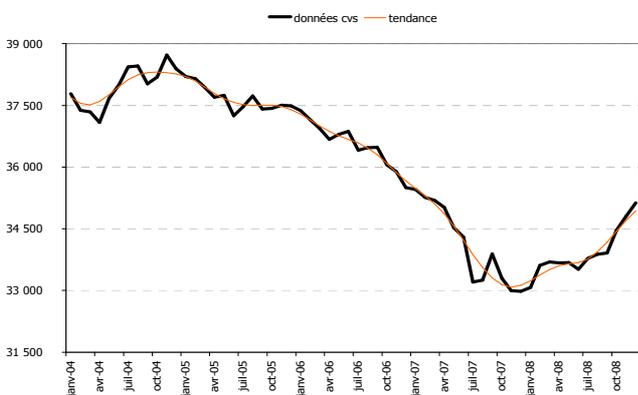


Source : Douanes, données trimestrielles

### Emploi

#### La dégradation du marché de l'emploi se poursuit

#### Demandeurs d'emploi



Source : DTEFP Martinique, données mensuelles

Le marché de l'emploi s'est à nouveau détérioré à fin décembre 2008. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (DEFM1) a atteint 34 554, soit une croissance trimestrielle de 3,6% en données cvs. Le taux de chômage s'établit à 21,3%, contre 20% en décembre 2007.

Toutes les strates sont affectées par la tension du marché de l'emploi : les femmes, les hommes et les jeunes de moins de 25 ans enregistrent des taux de croissance comparables (respectivement 6,2%, 6,8% et 6,8% en glissement annuel). Le nombre de chômeurs de longue durée croît, quant à lui, de 5,1% sur la période sous revue.

De leur côté, les chiffres du RMI s'inscrivent également en hausse : le nombre de bénéficiaires s'élève à 28 168, en augmentation de 0,3% sur la même période de l'année dernière et en données cvs.

<sup>11</sup> A titre de comparaison, l'inflation annuelle s'établissait à 1,6% en Guadeloupe et 1,2% pour le territoire national dans son ensemble.

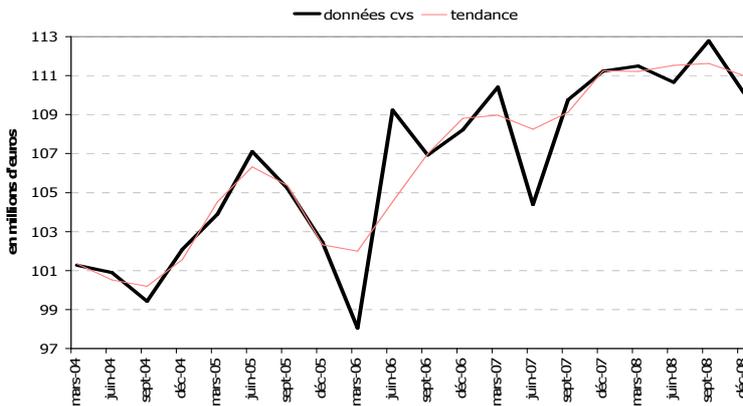
## Conjoncture économique

Les indicateurs d'indemnisation du chômage témoignent d'une tendance plus favorable. Ainsi, quelques 18 348 allocataires des Assedic sont recensés à fin décembre, en baisse trimestrielle de 1,1% en données cvs.

### Consommation

#### La consommation des ménages marque une nouvelle fois le pas...

##### Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



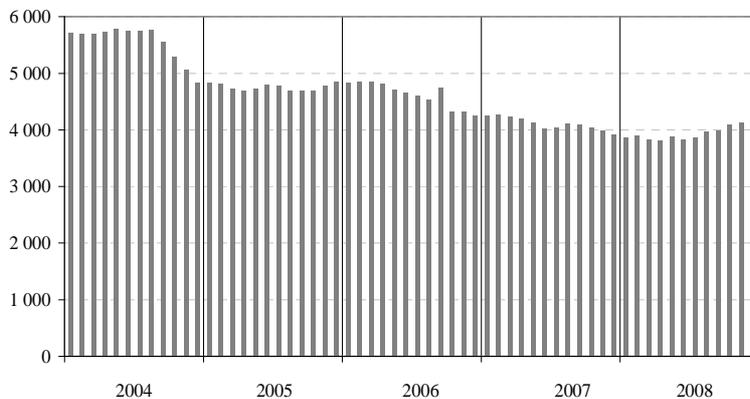
Source : Douanes, données trimestrielles

Comme en attestent les répondants du secteur commercial, la consommation des ménages s'est avérée peu dynamique. Les importations de biens de consommation accusent un recul trimestriel de 2,4% en données cvs.

Si le chiffre d'affaires de la grande distribution ressort une nouvelle fois en hausse, l'intégration de deux nouveaux hypermarchés dans le périmètre d'études<sup>12</sup> explique sans doute en partie cette évolution. Quoiqu'il en soit, les réductions de tarifs consenties en fin d'année ont pu contribuer à favoriser le volume des ventes, en particulier dans le cas de nouveaux opérateurs encore en phase de gain de parts de marché.

#### ...sur fond de tensions de trésorerie

##### Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France

La fin de l'année se caractérise également par la dégradation de la **situation financière des ménages**. Le nombre d'incidents de paiement sur chèque augmente de 0,5% à fin décembre 2008, rompant avec la tendance baissière initiée en février 2004. En outre, le nombre de retraits de carte bancaire enregistre une hausse annuelle de 7,2% à fin décembre 2008.

De son côté, le nombre de dépôts de dossiers au **Secrétariat de la Commission de Surendettement** enregistre un recul annuel de 4,6% en données cumulées pour atteindre 350 à fin décembre 2008. Ce recul est à rapprocher du pic d'activité enregistré en 2007 au moment de la mission du Conseil Economique et Social.

<sup>12</sup> Entre 2007 et 2008, deux nouveaux hypermarchés ont été intégrés dans le recensement du chiffre d'affaires de la Grande distribution opéré par la DRCCRF.

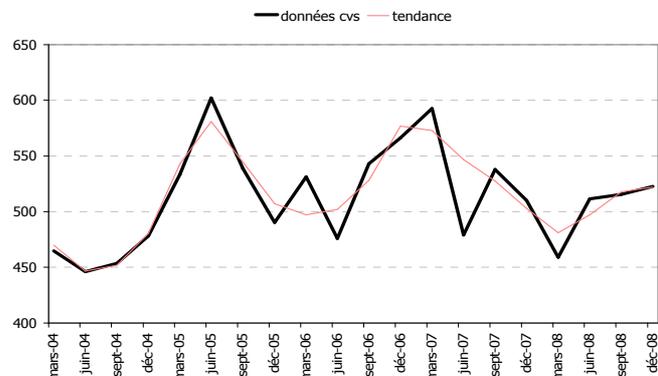
# Conjoncture économique

## Investissement

### Un investissement des ménages en très légère croissance...

**L'investissement des ménages** a enregistré une légère reprise au cours des mois précédents. A fin décembre 2008, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel à des logements individuels neufs augmentent de 1,4% d'un trimestre sur l'autre en données cvs. De leur côté, les ventes de ciment en sac, traditionnellement dévolues à la construction individuelle, demeurent stables sur le trimestre (-0,1% en données brutes).

### Attestations de conformité électrique délivrées à des logements individuels



Source : Consuel

Dans le même temps, le rythme de croissance annuel des encours de crédit à l'habitat aux ménages, s'est infléchi passant de +13,4% sur un an à fin septembre 2007 à +10,8% sur un an à fin septembre 2008.

En outre, alors que les établissements de crédit indiquent observer un ralentissement de la demande des particuliers en matière de financement du logement sur les derniers mois de l'année, les professionnels de la construction interrogés estiment que ce léger regain d'activité serait à rapprocher des craintes autour de la modification du dispositif de la défiscalisation.

### ... une nette contraction de l'effort des entreprises en la matière...

Au quatrième trimestre 2008, les **importations de biens d'équipement** enregistrent un recul annuel de 17,9% en valeur. Parallèlement, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs diminuent de 1% sur un an en données cumulées à fin décembre 2008. Ce net ralentissement de l'effort d'investissement est notamment confirmé par les soldes d'opinion des chefs d'entreprises relatifs aux prévisions d'investissement. Déjà négatifs au troisième trimestre, ces derniers se dégradent sensiblement au quatrième trimestre.

### Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site [www.mediateurducredit.fr](http://www.mediateurducredit.fr) fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

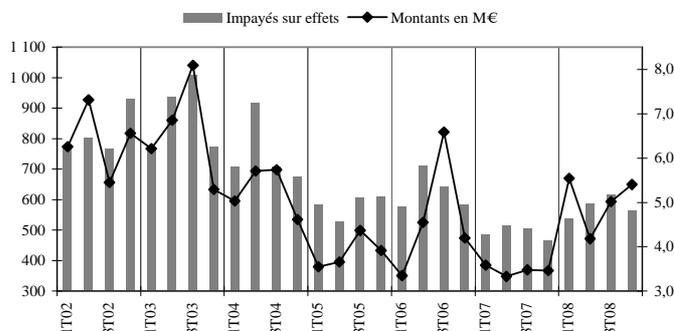
Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM. Pour toute information complémentaire : [mediation.credit.972@iedom-martinique.fr](mailto:mediation.credit.972@iedom-martinique.fr).

# Conjoncture économique

## ... et de vives tensions de trésorerie

L'analyse des **indicateurs de vulnérabilité** suggère que la santé financière des entreprises s'est de nouveau détériorée en fin d'année. Avec une hausse annuelle de 20,3%, le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce (IPE) atteint 562 à fin décembre 2008, tandis que les montants correspondants enregistrent une augmentation de 57,3% sur un an pour s'élever à 5,4 millions d'euros. Le commerce et la construction apparaissent comme les secteurs les plus touchés, totalisant respectivement 42,1% et 29,5% du nombre total d'incidents sur la période sous revue.

### Incidents de paiement sur effets de commerce



Source : Banque de France

Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire s'est établi à 2 176, en augmentation annuelle de 7,7%.

En outre, l'encours de crédits de trésorerie des entreprises atteignait 316 M€ au 30 septembre 2008, en hausse de 23,3% sur un an.

## Les secteurs d'activité

### Industrie (hors industrie agroalimentaire)

#### Un secteur en proie à l'attentisme

Au quatrième trimestre 2008, les **entreprises industrielles** déplorent un courant d'affaires terne, notamment dans le sous-secteur de la fabrication de matériaux de construction. Les dirigeants d'entreprise révisent également à la baisse leurs perspectives de croissance du chiffre d'affaires pour le début de l'année 2009.

Pour autant, le secteur a procédé à de nouvelles embauches mais les perspectives semblent moins favorables. Malgré la diminution des charges d'exploitation, la trésorerie pâtit d'un niveau de stocks élevé et de la dégradation des délais de paiement. Aussi, les dirigeants d'entreprises industrielles indiquent reporter leurs intentions d'investissement.

En outre, les professionnels du secteur demeurent attentifs aux évolutions prévues dans le cadre de la prochaine loi-programme. L'aménagement du dispositif d'exonération de charges sociales et les modifications relatives à la TVA NPR participent à l'attentisme des dirigeants d'entreprise.

### Construction

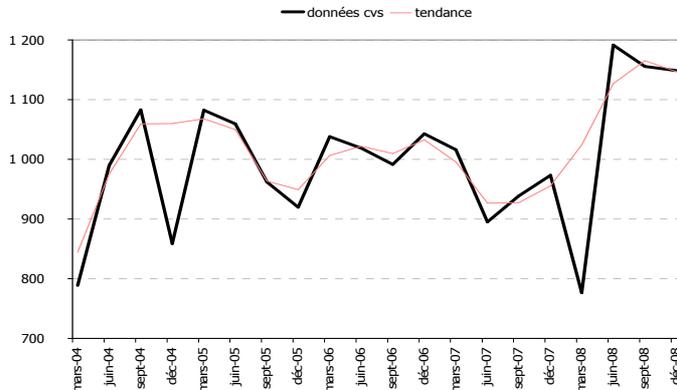
#### Un contexte globalement morose

A l'exception de quelques acteurs du second œuvre, l'ensemble des professionnels du **secteur de la construction** sondés fait part d'une orientation défavorable du courant d'affaires. Malgré les baisses de tarifs consenties, le secteur a dû procéder à des diminutions d'effectifs. La dégradation des délais de paiement ayant pesé sur le niveau de la trésorerie, aucun investissement ne serait envisagé dans les mois qui viennent. Selon le Service central des risques de la Banque de France, le rythme de croissance des encours de crédits du secteur de la construction s'infléchit au 31 décembre 2008 pour s'établir à +10,1% après +26,8% à fin décembre 2007.

## Conjoncture économique

Le secteur de la construction est également sujet aux préoccupations autour des dispositions inscrites dans la Lodeom. Les professionnels s'interrogent notamment sur la capacité du dispositif favorisant le logement social à compenser la perte d'activité. Dans un contexte d'attentisme des donneurs d'ordre, les dirigeants d'entreprise déplorent enfin un manque de visibilité au cours des prochains mois, aucun appel d'offres significatifs n'ayant été recensé.

### Attestations de conformité électrique



Source : Consuel, données trimestrielles

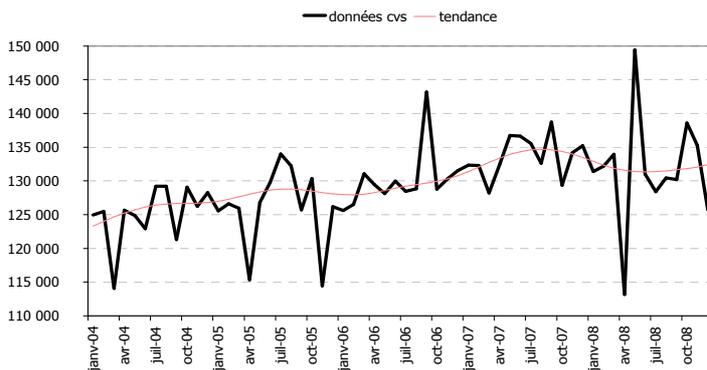
Les indicateurs disponibles confortent le constat d'une activité moindre du secteur au dernier trimestre. Ainsi, le nombre d'attestations de conformité attribuées à des logements neufs enregistre un recul de 0,6% d'un trimestre à l'autre en données cvs. Cette évolution résulte de tendances contrastées : les attestations délivrées à des logements individuels neufs croissent de 1,4% en données cvs sur la période considérée, tandis que les attestations attribuées à des logements collectifs neufs reculent de 3,9%. De leur côté, les ventes de ciment diminuent de 4,5% sur trois mois en données cvs.

La Caisse de Congés Payés du BTP confirme l'atonie de l'activité sur la fin de l'année. La baisse annuelle des ventes de bitume (-20% à fin décembre 2008) met en exergue le net ralentissement observé au sein du segment des travaux publics. L'organisme souligne également la fragilisation de la situation financière de ses adhérents, dont les impayés auprès des négociants en matériaux de construction enregistrent, en moyenne, une augmentation de 8% en valeur au cours de l'exercice 2008.

## Tourisme

### Une activité toujours en berne mais une légère reprise de la croisière.

#### Fréquentation de l'aéroport international Aimé Césaire



Source : Chambre de commerce et d'industrie, données mensuelles

A fin décembre 2008, les **professionnels du tourisme** font état d'une dégradation de leur courant d'affaires.

Le nombre de passagers recensés à l'aéroport sur la période confirme ce sentiment, avec une diminution trimestrielle de 3,5% en données cvs à fin décembre. Selon l'Insee, le taux d'occupation atteint 59% en novembre 2008 (données provisoires). Il ressort en augmentation par rapport à octobre 2008 (38%) et novembre 2007 (55%), deux périodes considérées comme particulièrement moroses par les professionnels du secteur.

Dans ce contexte, le secteur hôtelier poursuit son effort de restructuration : l'hôtel Marouba du Carbet a fermé durant quinze jours afin de former son personnel, tandis que le parc comprend désormais un établissement supplémentaire, la Villa Saint-Pierre dans la ville du même nom. De son côté, le Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer a annoncé en décembre 2008 la mise en place d'une dotation de 45 millions destinée à financer le développement du tourisme des régions ultramarines et ainsi participer à la redéfinition de leur positionnement marketing. Des actions ont également été menées en vue d'engager la diversification des marchés émetteurs.

## Conjoncture économique

Après un troisième trimestre critique dans le segment de la croisière, les trois derniers mois de l'année ont permis à la Martinique d'accueillir plus de 33 000 croisiéristes et 34 escales. A ce titre, le mois de décembre a vu l'arrivée de 2 nouveaux bateaux ( le Bleu de France et le Ventura) et la tenue d'une réunion de travail destinée à promouvoir l'île et à engager les pourparlers permettant à la Martinique de devenir la tête de ligne de ces navires. Ce regain d'activité sur le dernier trimestre permet d'afficher une progression du nombre cumulé de croisiéristes à hauteur de +14% sur un an.

Cependant, les perspectives s'avèrent peu encourageantes quant à l'activité du premier trimestre 2009. Si les professionnels ont pu temporairement bénéficier du déport de touristes suite au début du mouvement social général en Guadeloupe, la contagion intervenue en Martinique est de nature à impacter les résultats du secteur au cours du premier trimestre 2009. D'ores et déjà, les récents évènements relayés dans la presse nationale, principal marché émetteur, ont conduit à de nombreux reports ou annulations de séjour en Martinique et en Guadeloupe.

### Services

#### Une conjoncture peu favorable

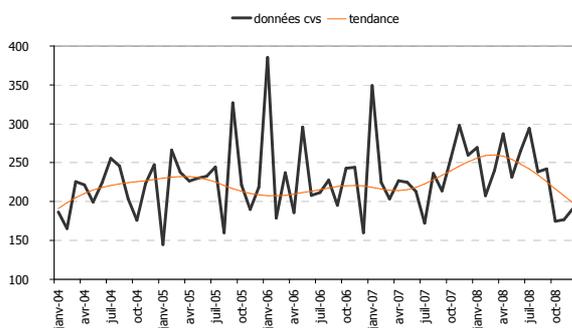
Conformément aux anticipations formulées au trimestre précédent, les **entreprises des services** ont déploré une activité défavorablement orientée et formulé des anticipations négatives pour le premier trimestre 2009 eu égard au niveau du carnet de commandes. L'atonie globale de l'activité conduit en effet les entreprises à réduire leur recours à la sous-traitance. Les segments les plus affectés sont ceux des transports, du gardiennage et du travail temporaire, ce dernier se faisant l'écho d'une situation de l'emploi de plus en plus tendue. Le secteur a dû procéder à des diminutions d'effectifs afin de maîtriser ses charges d'exploitation. Par ailleurs, malgré le raffermissement des tarifs pratiqués, la trésorerie a poursuivi sa dégradation sous l'effet de l'allongement des délais de paiement. Par conséquent et pour le deuxième trimestre consécutif, aucun investissement n'est envisagé.

### Commerce

#### Une activité terne en fin d'année

L'ensemble des répondants du **secteur commercial** fait part d'un recul de l'activité au quatrième trimestre. Cette situation est liée en partie au conflit ayant affecté l'activité du port pendant une dizaine de jours au mois de décembre 2008, période d'ordinaire très active sur le plan commercial. Aussi, malgré les diminutions de tarifs consenties, le faible courant d'affaires aurait entraîné des diminutions d'effectifs. Les dirigeants d'entreprise ont également émis des réserves quant à l'orientation de la trésorerie, qui pâtit de la dégradation des délais de paiement.

#### Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Préfecture, Aaa, données mensuelles

Quelques indicateurs suggèrent en effet le ralentissement de l'activité en fin d'année. Ainsi, le secteur automobile se fait l'écho de la conjoncture mondiale, les immatriculations de véhicules neufs enregistrant une baisse de 21,1% d'un trimestre sur l'autre en données cvs.

Par ailleurs, l'ensemble des entreprises sondées au sein de la grande distribution déplorent une diminution de l'activité. Si le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île est en hausse (+13,5% en données cumulées à fin décembre 2008), cette dernière semble davantage assise sur la multiplication des promotions sur la période sous revue et l'arrivée de nouveaux acteurs au cours de l'année 2007<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> Entre 2007 et 2008, deux nouveaux hypermarchés ont été ouverts. La croissance du chiffre d'affaires est donc à apprécier en tenant compte du changement de périmètre intervenu entre les deux exercices sous revue.

## Conjoncture économique

Une nouvelle surface commerciale a ouvert ses portes au centre-ville de Fort-de-France, la Cour Perrinon. Une galerie de 1 800m<sup>2</sup> accueille les chalands et plus de 8 000 m<sup>2</sup> devraient être mis à disposition des bureaux d'entreprise au cours des mois à venir. Cette structure peut accueillir jusqu'à 45 boutiques, même si seule une dizaine étaient ouvertes à l'inauguration, le 4 décembre 2008. L'ouverture de cette surface commerciale fait partie du Projet de Ville de Fort-de-France dont l'objectif est de redynamiser le centre-ville.

### Industrie agroalimentaire

#### Quelques signes de fragilisation apparaissent

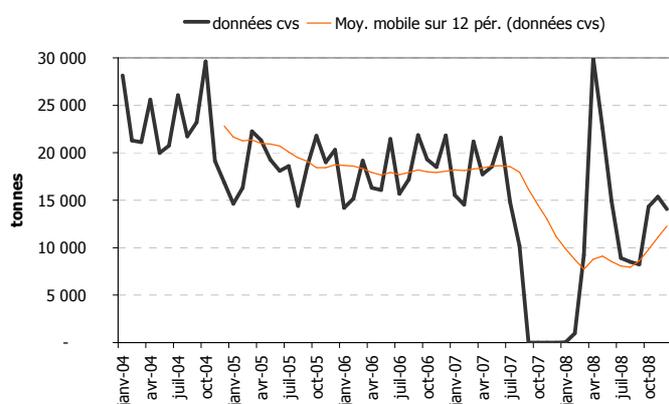
Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2004, l'activité des entreprises du **secteur agroalimentaire** s'est inscrite en baisse, et ce dans l'ensemble des segments. Les difficultés liées au conflit sur le port ont pu impacter le courant d'affaires, tandis que le relatif attentisme des consommateurs pourrait avoir affecté la demande. Les embauches auront néanmoins été maintenues à un niveau similaire à celui du trimestre précédent et ce dans un contexte de revalorisation des prix, mais des réductions d'effectifs sont anticipées en raison des prévisions défavorables quant à l'activité du premier trimestre 2009. Les niveaux élevés de stocks et la dégradation des délais de paiement sont par ailleurs de nature à altérer la santé financière de ces entreprises. Par conséquent, les intentions d'investissement marquent le pas.

Les professionnels du secteur s'interrogent également sur l'impact de la disposition contenue dans la loi de financement de la Sécurité Sociale, qui prévoit de relever la taxation des spiritueux d'environ 23%. Les distillateurs anticipent une hausse de 6% des prix des rhums antillais commercialisés dans l'hexagone et formulent des inquiétudes quant à cette nouvelle disposition.

### Secteur primaire

#### Des signes encourageants

##### Expéditions de bananes



Au quatrième trimestre, quelques signes encourageants sont apparus au terme d'une année de transition. Ainsi, les expéditions de bananes croissent de 70,9% en données cvs entre septembre et décembre. L'impact du conflit du port s'est avéré limité grâce à un accord permettant l'expédition des fruits stockés sur place. En revanche, les prix ont enregistré un recul significatif sur la même période (-5,4% en données cvs), s'établissant à 61 centimes d'euros par kilogramme en moyenne.

Source : Dgccrf, données mensuelles

Le secteur poursuit sa restructuration. Le quatrième trimestre a notamment été marqué par le rachat du réseau de mûrisseries Fruidor par l'Union des groupements de producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique. L'UGPBAN a investi 53,3 millions d'euros afin d'accroître son intégration verticale et intervenir désormais dans le domaine de la distribution de fruits et de légumes. La période est également marquée par la poursuite des efforts de la profession en matière de marketing et de développement durable.

#### Prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir

Les chefs d'entreprises interrogés se montrent pessimistes dans leur ensemble et anticipent une nouvelle dégradation du courant d'affaires au premier trimestre 2009. Les tensions de trésorerie pourraient s'accroître et l'effort d'investissement se contracter. Par ailleurs, la dégradation du marché de l'emploi et la fragilisation de la situation financière des ménages pourraient peser sur la demande. D'ores et déjà, il est à craindre que l'ampleur du mouvement social général affectant la Martinique depuis le 5 février 2009 vienne accentuer la dégradation anticipée des indicateurs économiques et sectoriels.

---

***Annexes  
statistiques***

---

# Conjoncture économique

## Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) .
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

### **Méthode de l'enquête de conjoncture**

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

### **Avertissement : interprétation des soldes d'opinions**

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

---

***Les secteurs d'activité***

-

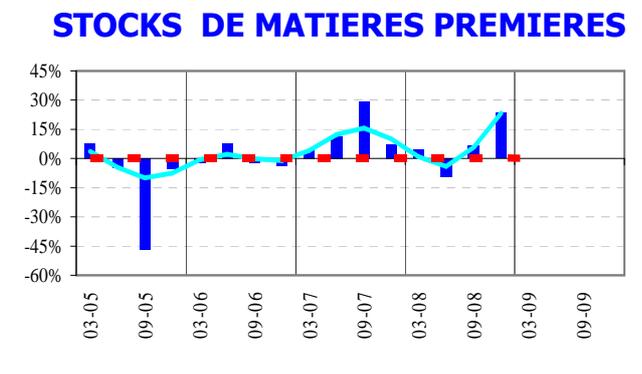
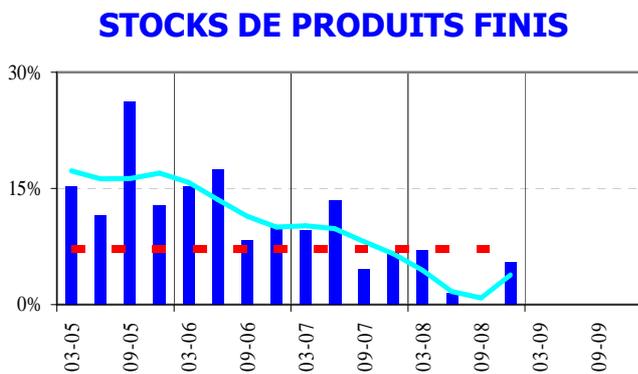
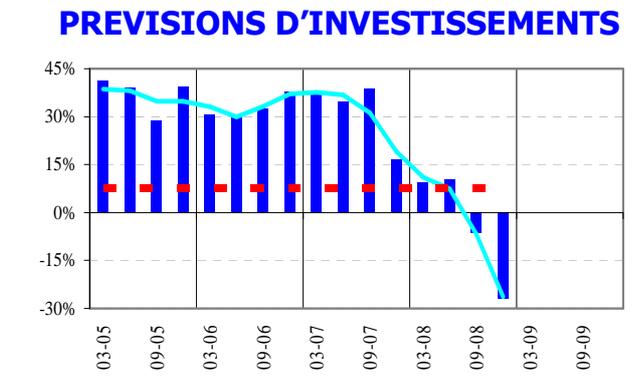
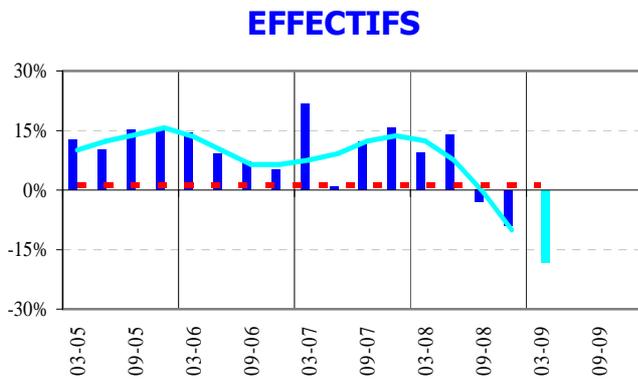
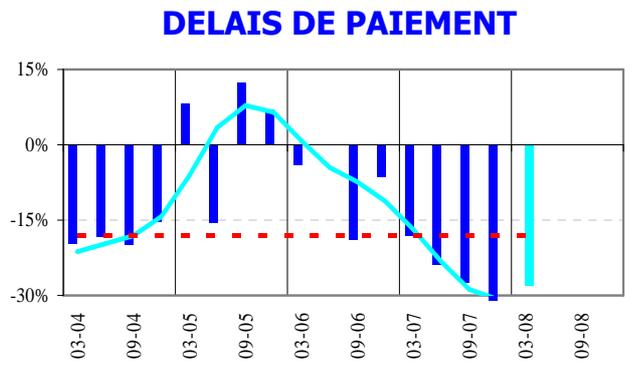
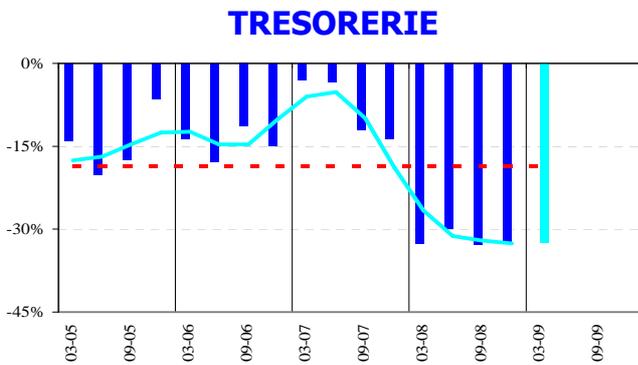
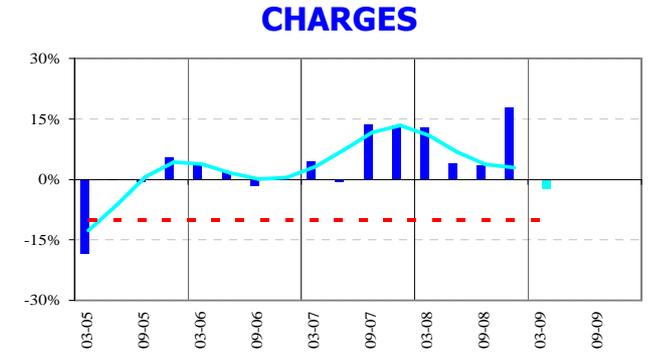
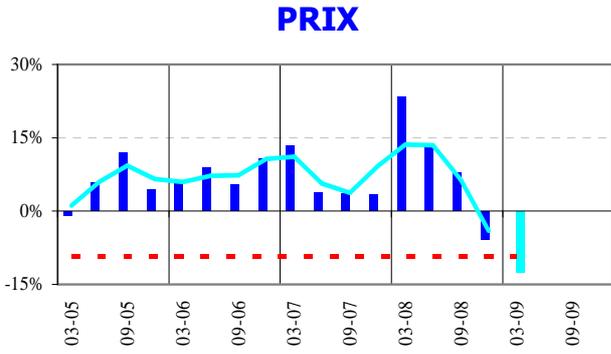
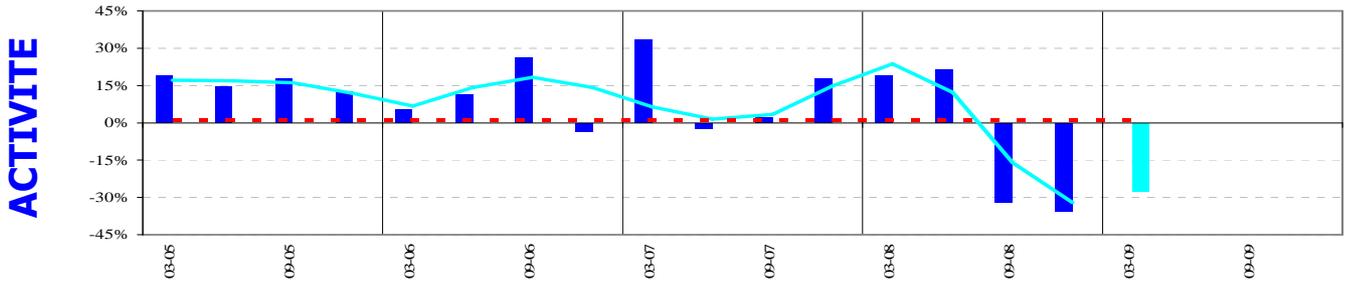
***Résultats de l'enquête de  
conjoncture de l'Iedom  
et données quantitatives***

---

# Conjoncture économique

## VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 100 entreprises employant au total 6 717 salariés



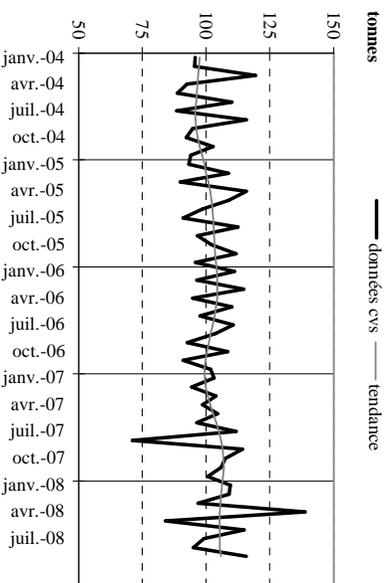
Indicateur passé
  Indicateur prévu
  Tendance de l'indicateur
  Moyenne de longue période

# Conjoncture économique

## AGRICULTURE ET ELEVAGE

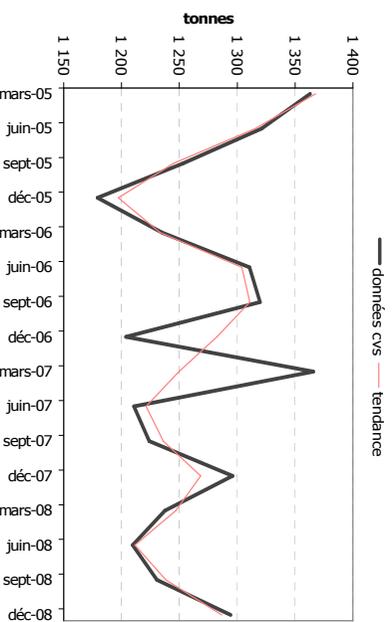
### La filière bovine

#### Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

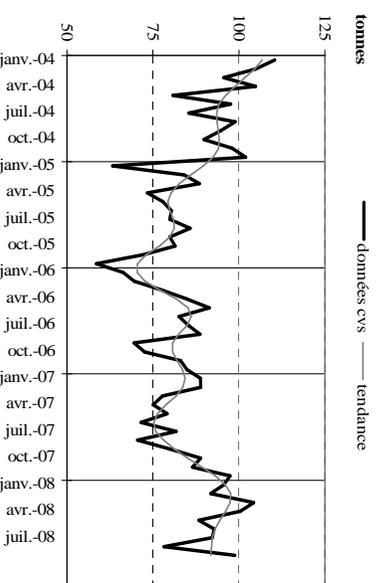
#### Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

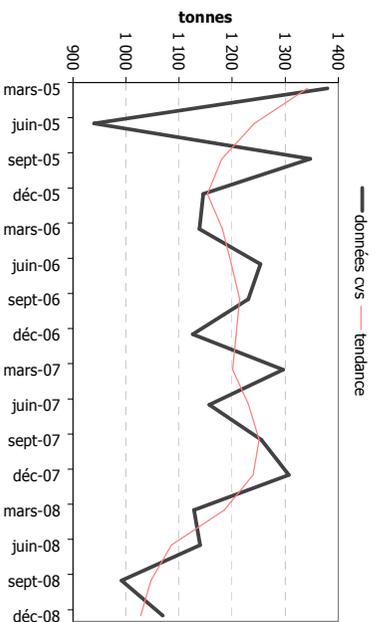
### La filière porcine

#### Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

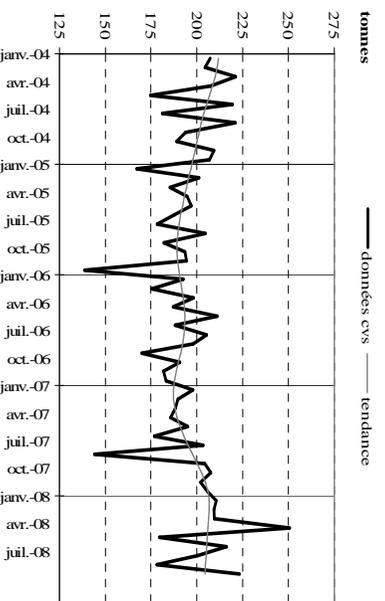
#### Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

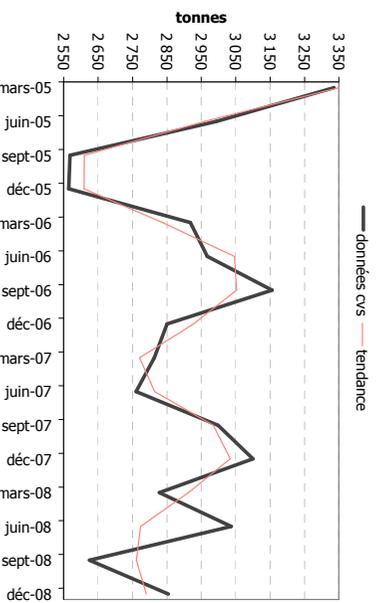
### La production locale de viande – la filière avicole

#### Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

#### Importations de volaille

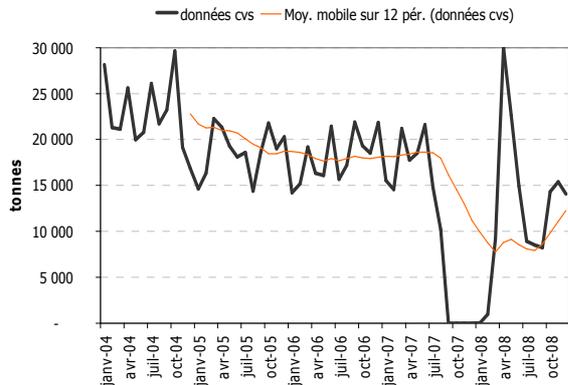


Source : Douanes, données trimestrielles

# Conjoncture économique

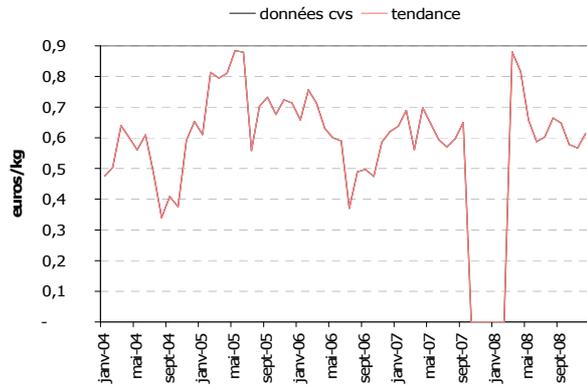
## La filière banane

### Expéditions de bananes\*



Source : Drcrf, données mensuelles

### Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes\*

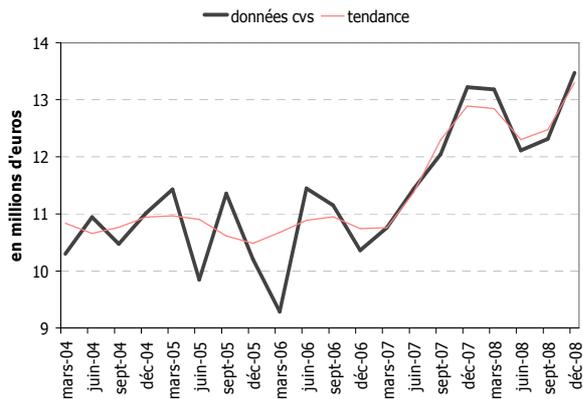


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

\* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

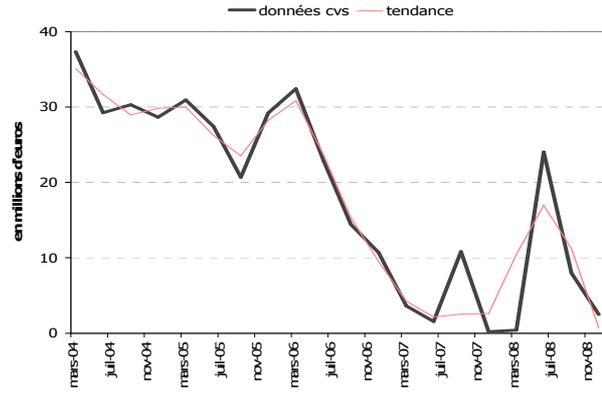
## Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

### Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

### Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007	Σ2008/ Σ2007
	Bovins	117,9	90,2	92,0	89,0	111,3	110,5	104,2	96,3	113,8	964,0	2,2%
Porcins	93,8	78,6	65,4	55,8	63,4	74,8	86,8	64,5	77,7	702,8	22,5%	19,2%
Total*	217,2	173,1	160,4	148,8	179,6	190,7	199,6	166,4	197,2	1 726,2	9,8%	11,1%

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

\* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

## Conjoncture économique

Importations en tonnes	4T05			4T06			4T07			1T08			2T08			3T08			4T08			Cumul 2008		4T08 /4T07	Σ2008/ Σ2007
Bovins	1 238,5	1 264,2	1 361,3	1 224,3	1 177,6	1 214,0	1 359,2	4 975,2	-0,1%	-2,4%															
Porcins	1 421,4	1 397,5	1 621,4	976,5	1 099,8	920,5	1 326,7	4 323,6	-18,2%	-14,0%															
Volailles	2 703,1	3 004,0	3 267,3	2 925,4	2 813,4	2 586,9	3 007,9	11 333,6	-7,9%	-3,0%															

Source : Douanes- données trimestrielles

Expéditions de bananes en milliers de tonnes	Déc.					Sept.					Déc.		Déc. 2008 / Déc. 2007	Σ2008/ Σ2007
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008	2008	2008	2008	2008	2008		
Bananes	20,6	16,9	20,3	21,8	-	8,2	14,3	15,4	14,1	147,1	ns	9,8%		

Source : Drccrf - données mensuelles

Prix moyen du kg de banane en euros	Déc.					Sept.					Déc.		Déc. 2008 / Déc. 2007
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008	2008	2008	2008	2008	2008	
Bananes	0,50	0,65	0,71	0,62	-	0,65	0,58	0,57	0,61	ns			

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

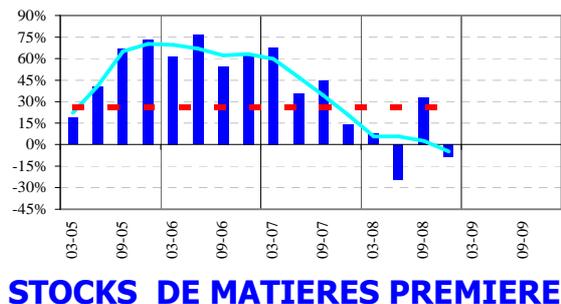
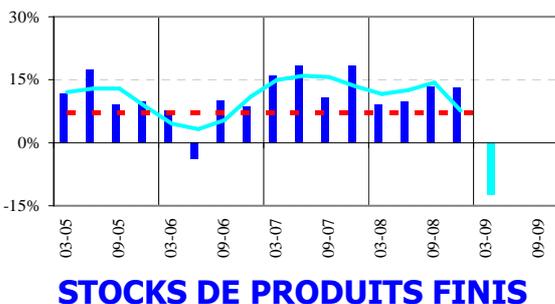
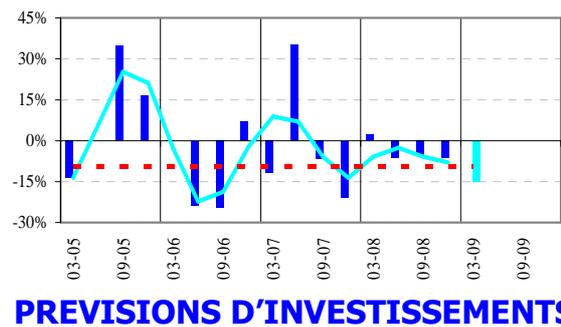
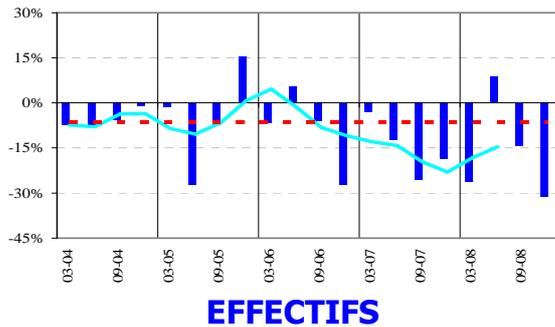
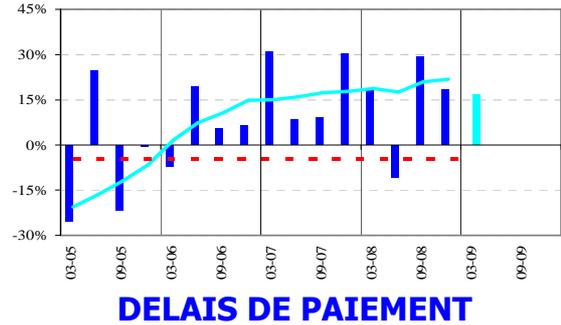
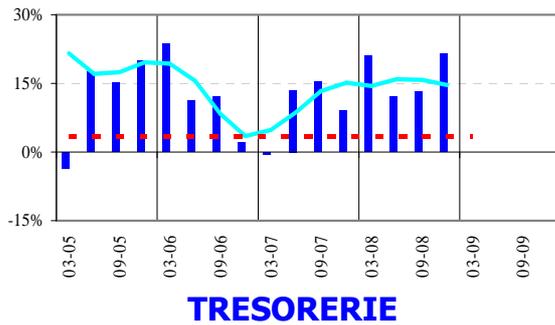
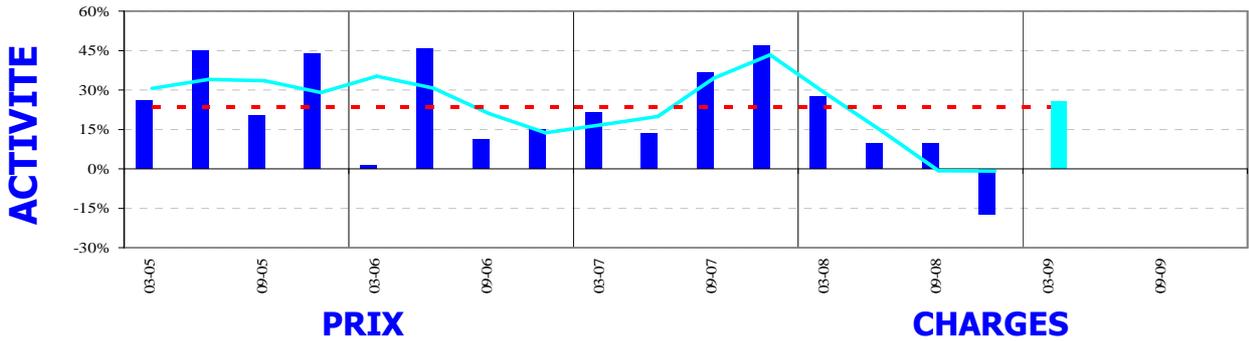
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en millions d'euros	4T04				4T05				4T06				4T07				1T08				2T08				3T08				4T08				Cumul 2008		4T08 /4T07	Σ2008/ Σ2007
Importations	11,7	10,9	11,0	14,1	12,6	12,4	11,8	14,3	51,1	1,7%	7,4%																									
Exportations	29,1	28,6	10,0	0,2	0,2	30,8	10,0	2,2	43,3	ns	Ns																									

Source : Douanes- données trimestrielles

# Conjoncture économique

## SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 16 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 707 salariés.

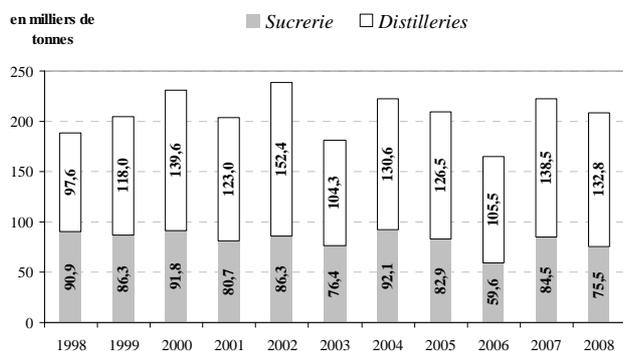


Indicateur passé
  Indicateur prévu
  Tendence de l'indicateur
  Moyenne de longue période

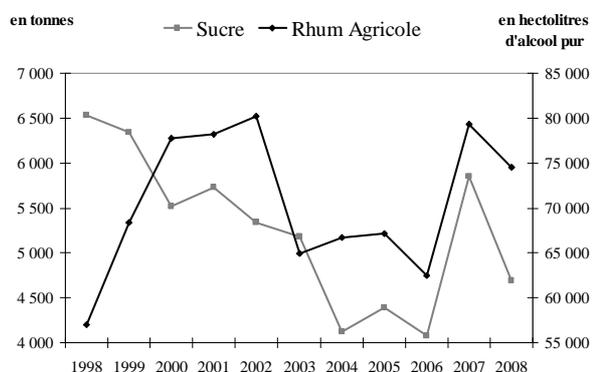
# Conjoncture économique

## La filière rhum

### Cannes broyées



### Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

## Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Σ2008/Σ2007
Sucrerie	86,3	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	-10,7%
Distilleries	118,0	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	-4,1%
Total	204,3	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	-6,6%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

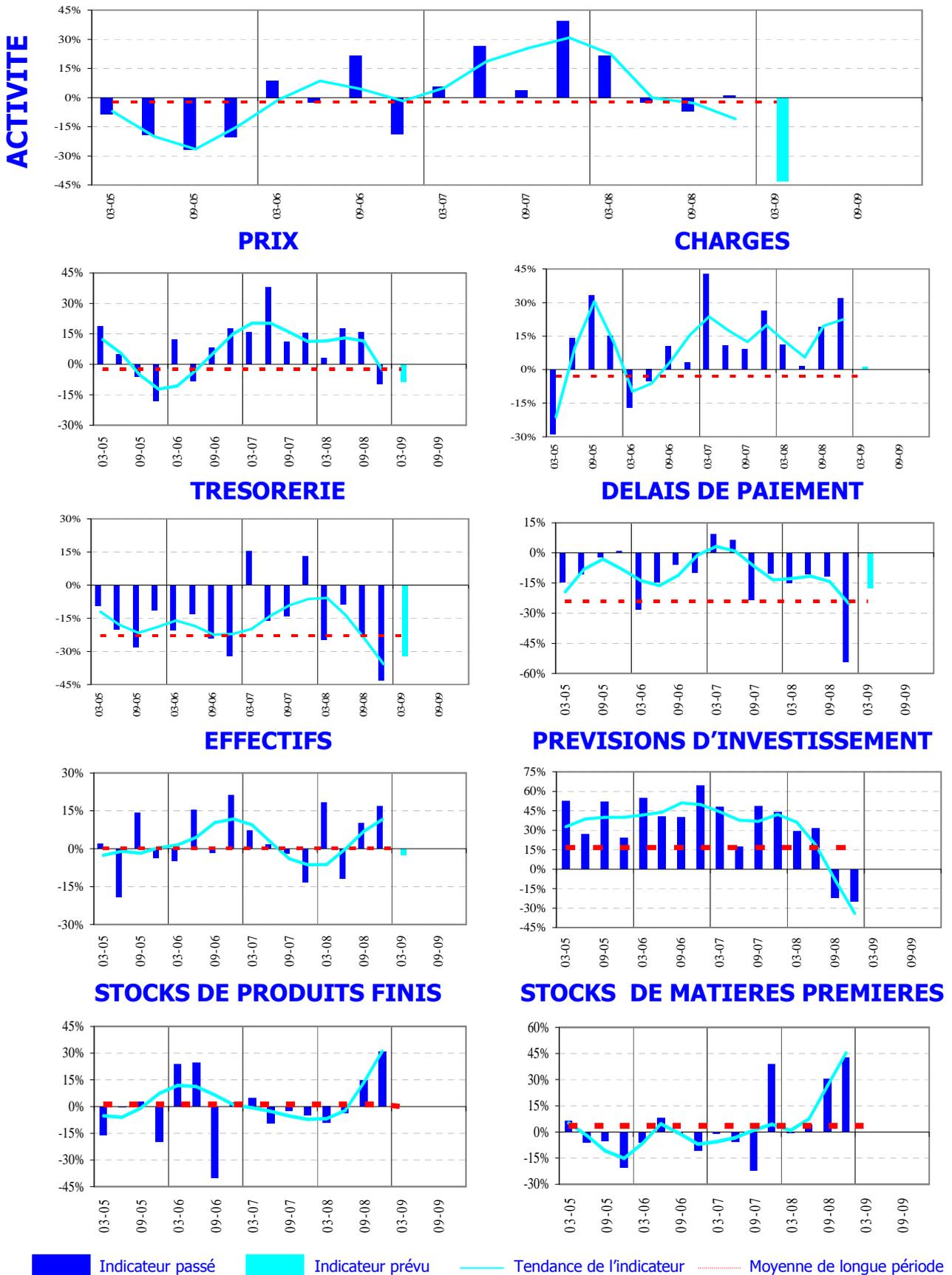
Production	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Σ2008/Σ2007
Sucre (en milliers de tonnes)	6,3	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,0	5,8	4,7	-19,0%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	68,4	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	-6,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

# Conjoncture économique

## SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

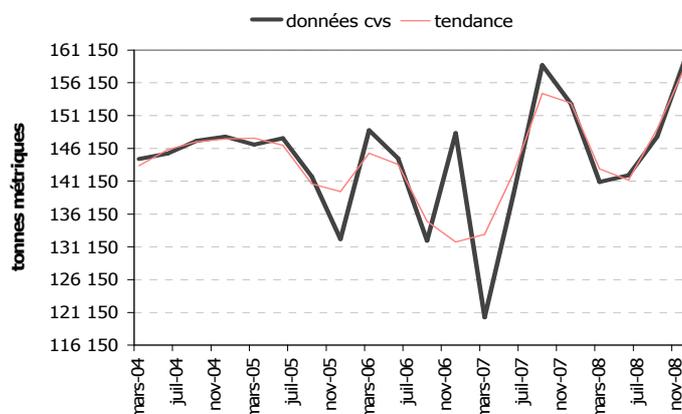
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 23 entreprises du secteur employant au total 834 salariés.



# Conjoncture économique

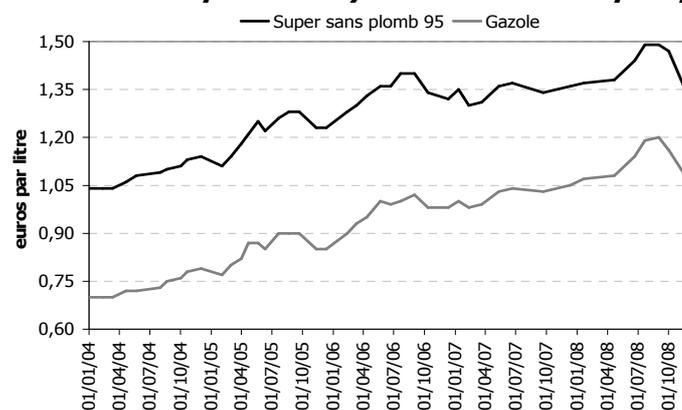
## L'énergie

### Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

### Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : Drcrf

## Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en millions de tonnes métriques	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 /4T07	Σ2008 / Σ2007
Produits pétroliers mis à la consommation	142,9	127,6	143,0	147,8	143,4	137,0	155,8	155,1	591,2	4,9%	3,4%

Source : Sara- données trimestrielles

Prix à la pompe en euros	Déc. 2003	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008*	Déc. 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007
Essence sans plomb	1,02	1,14	1,23	1,32	1,36	1,49	1,47	1,47	1,32	-2,9%
Gazole route	0,68	0,79	0,85	0,98	1,05	1,20	1,16	1,16	1,06	1,0%

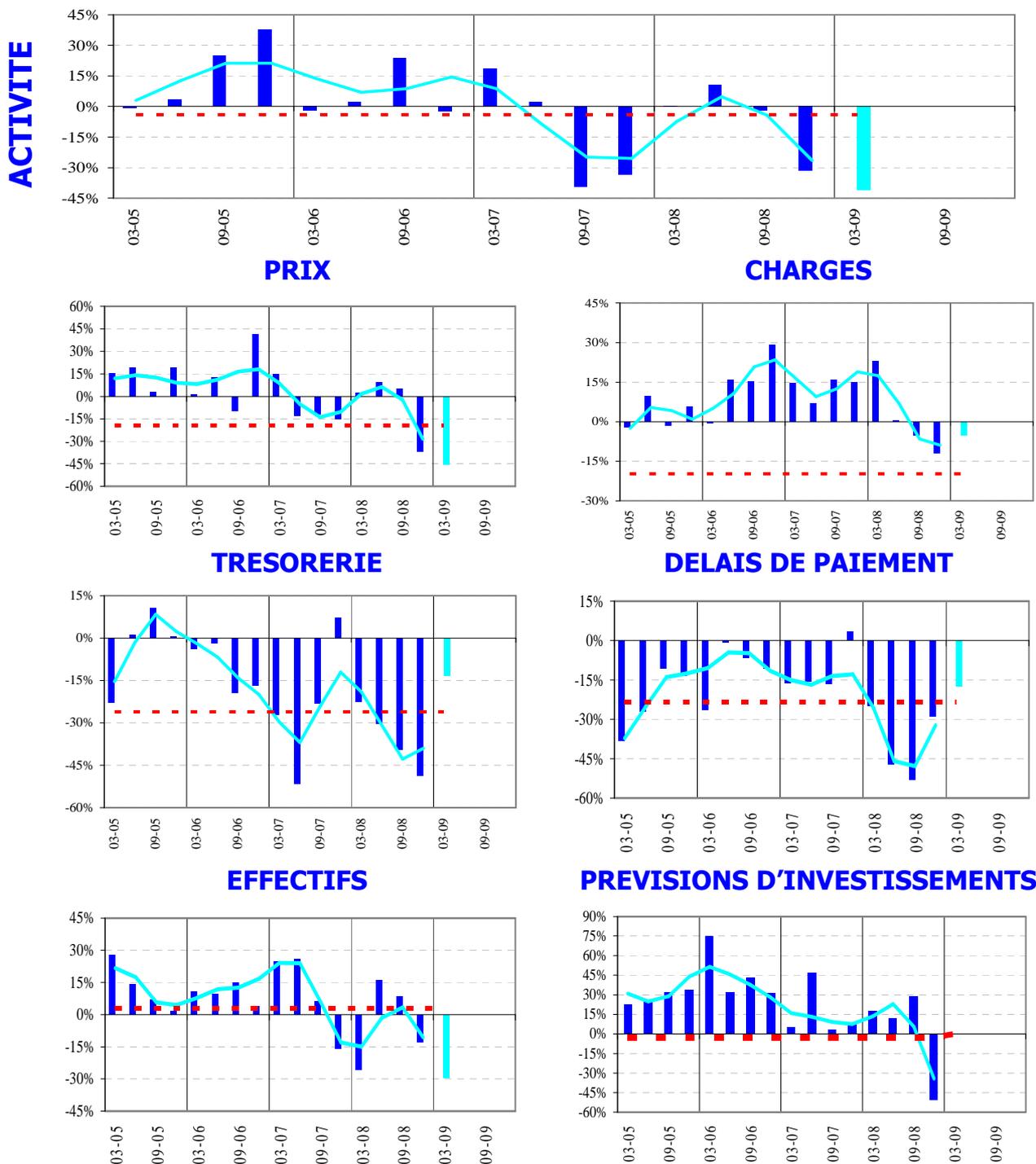
Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

\*NB : pas de livraison en novembre 2008.

# Conjoncture économique

## SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur de la construction employant au total 649 salariés.

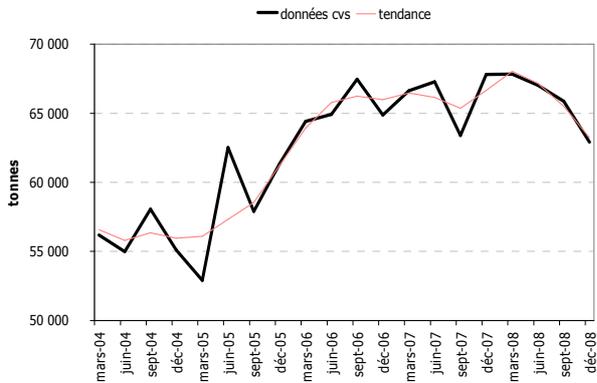


Indicateur passé
  Indicateur prévu
  Tendance de l'indicateur
  Moyenne de longue période

# Conjoncture économique

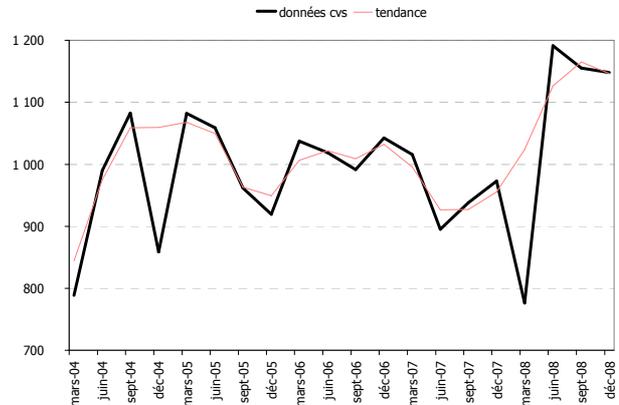
## La production de ciment – les attestations de conformité

### Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

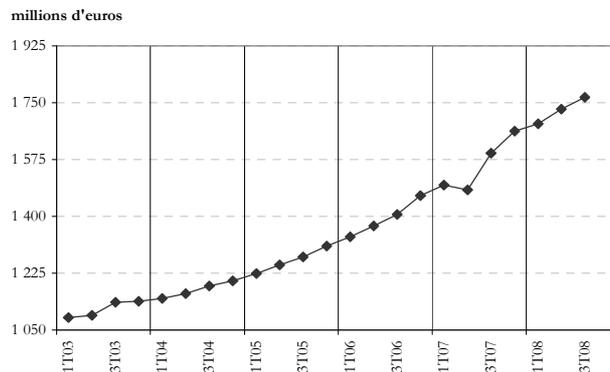
### Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

## Les encours de crédit à l'habitat des ménages

### Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles

NB : établissements de crédit installés localement ou non

## Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	4T04 4T05 4T06 4T07				1T08 2T08 3T08 4T08				Cumul 2008	4T08 /4T07	Σ2008/ Σ2007
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08			
Production	54,1	59,7	62,8	65,3	67,9	69,4	65,9	60,6	263,7	-7,2%	-0,5%

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

## Conjoncture économique

Attestations de conformité électrique nombre	4T04 4T05 4T06 4T07				1T08 2T08 3T08 4T08 Cumul 2008					4T08 / 4T07 $\Sigma$ 2008 / $\Sigma$ 2007	
	Logements neufs	898	933	1 052	990	759	1 345	1 009	1 174	4 287	18,6%

Source : Consuel - données trimestrielles

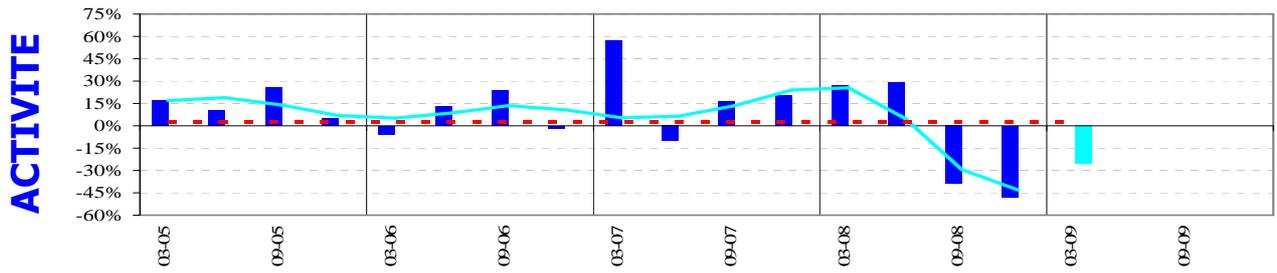
Crédit à l'habitat en millions d'euros	3T03 3T04 3T05 3T06 3T07					4T07 1T08 2T08 3T08				3T08 / 3T07
	Encours octroyés aux ménages	1 135,2	1 185,6	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 685,6	1 731,0	1 766,8	

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

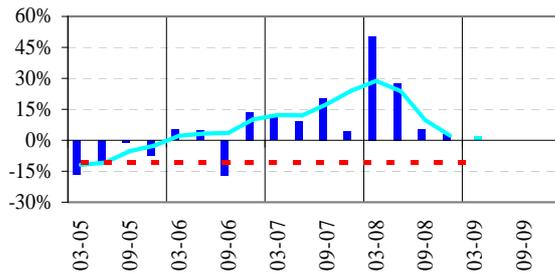
# Conjoncture économique

## SECTEUR DU COMMERCE

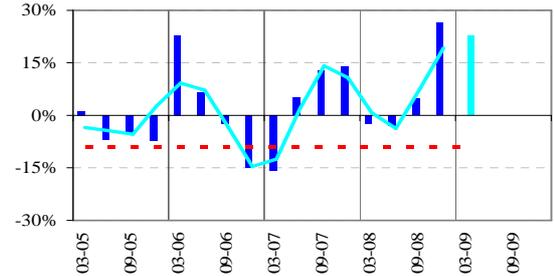
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 2 085 salariés.



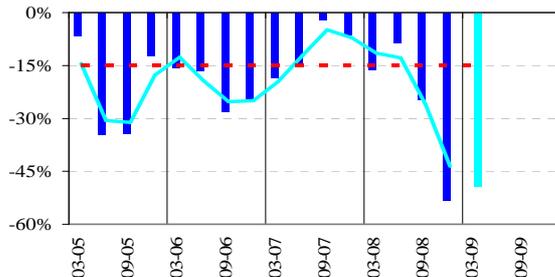
### PRIX



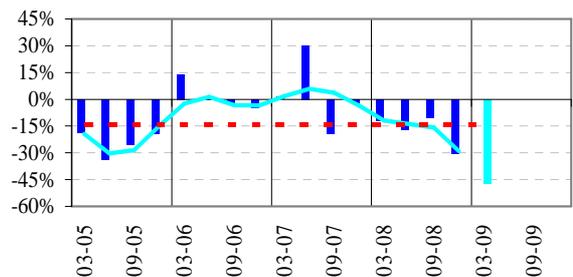
### CHARGES



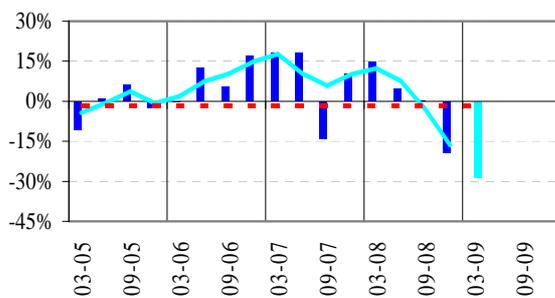
### TRESORERIE



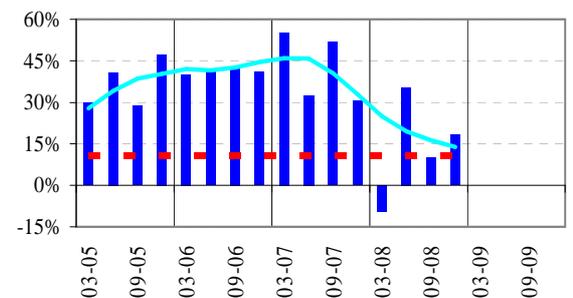
### DELAIS DE PAIEMENT



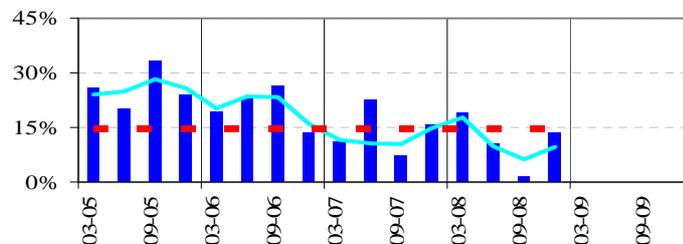
### EFFECTIFS



### PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



### STOCKS DE PRODUITS FINIS

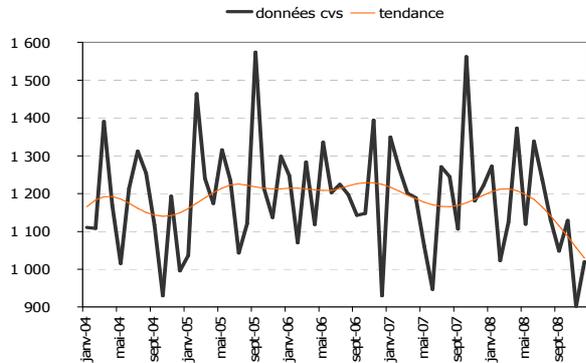


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendence de l'indicateur    - - - Moyenne de longue période

## Conjoncture économique

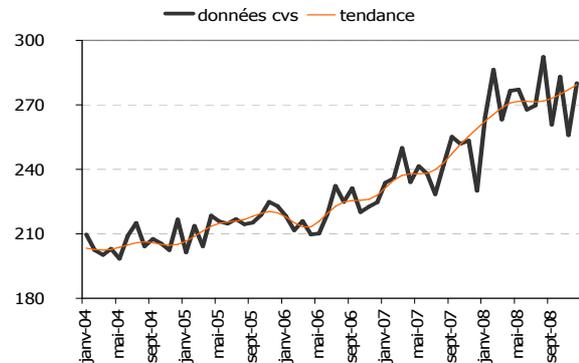
### Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

#### Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

#### Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : Drccrf, données mensuelles

### Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Cumul 2008	Déc. 2008 / Σ2008 / Déc. Σ2007 / Σ2007	
	VPN	1 499	1 892	1 340	1 751	919	1 046	941	1 466	13 679	-16,3%

Source : Aaa, données mensuelles

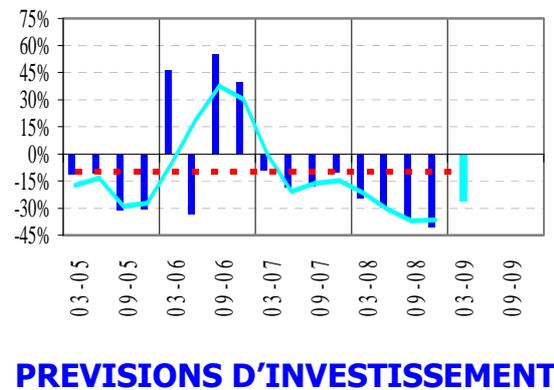
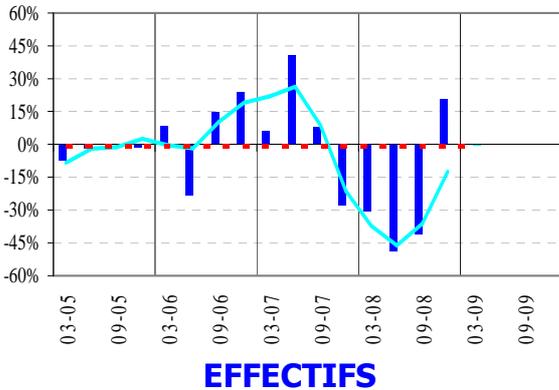
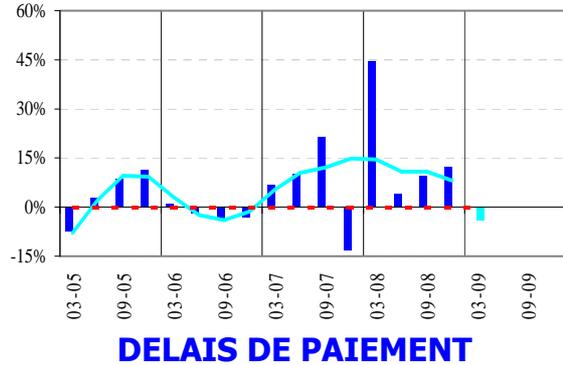
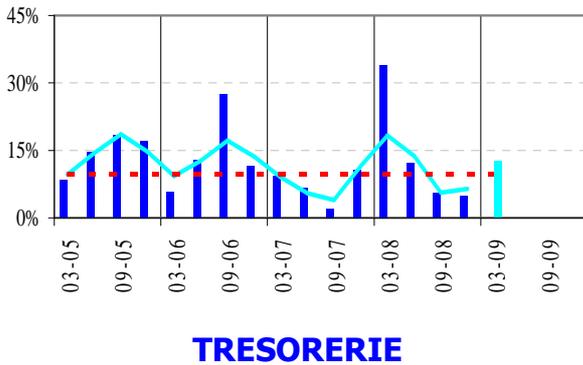
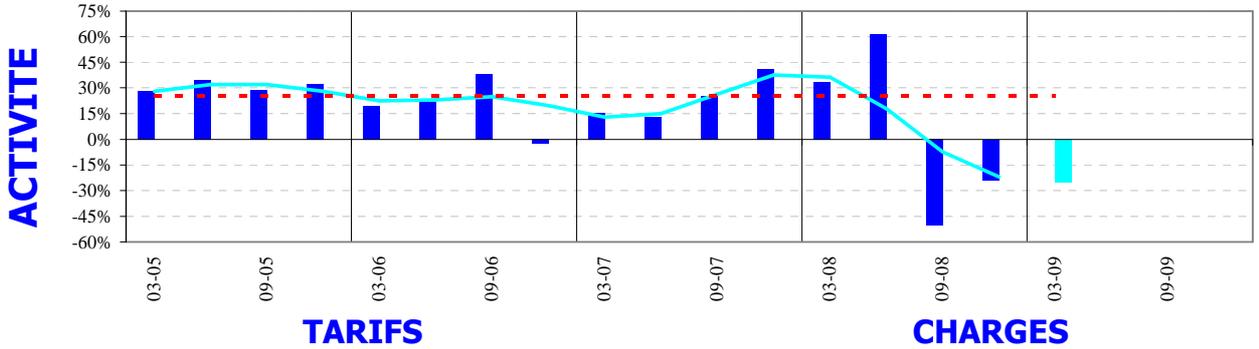
Grande distribution en millions d'euros	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Cumul 2008	Déc. 2008 / Σ2008 / Déc. Σ2007 / Σ2007	
	Chiffre d'affaires	45,5	46,7	47,0	48,1	39,7	42,3	35,0	58,5	494,9	21,6%

Source : Drccrf, données mensuelles

# Conjoncture économique

## SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 16 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 2 057 salariés.

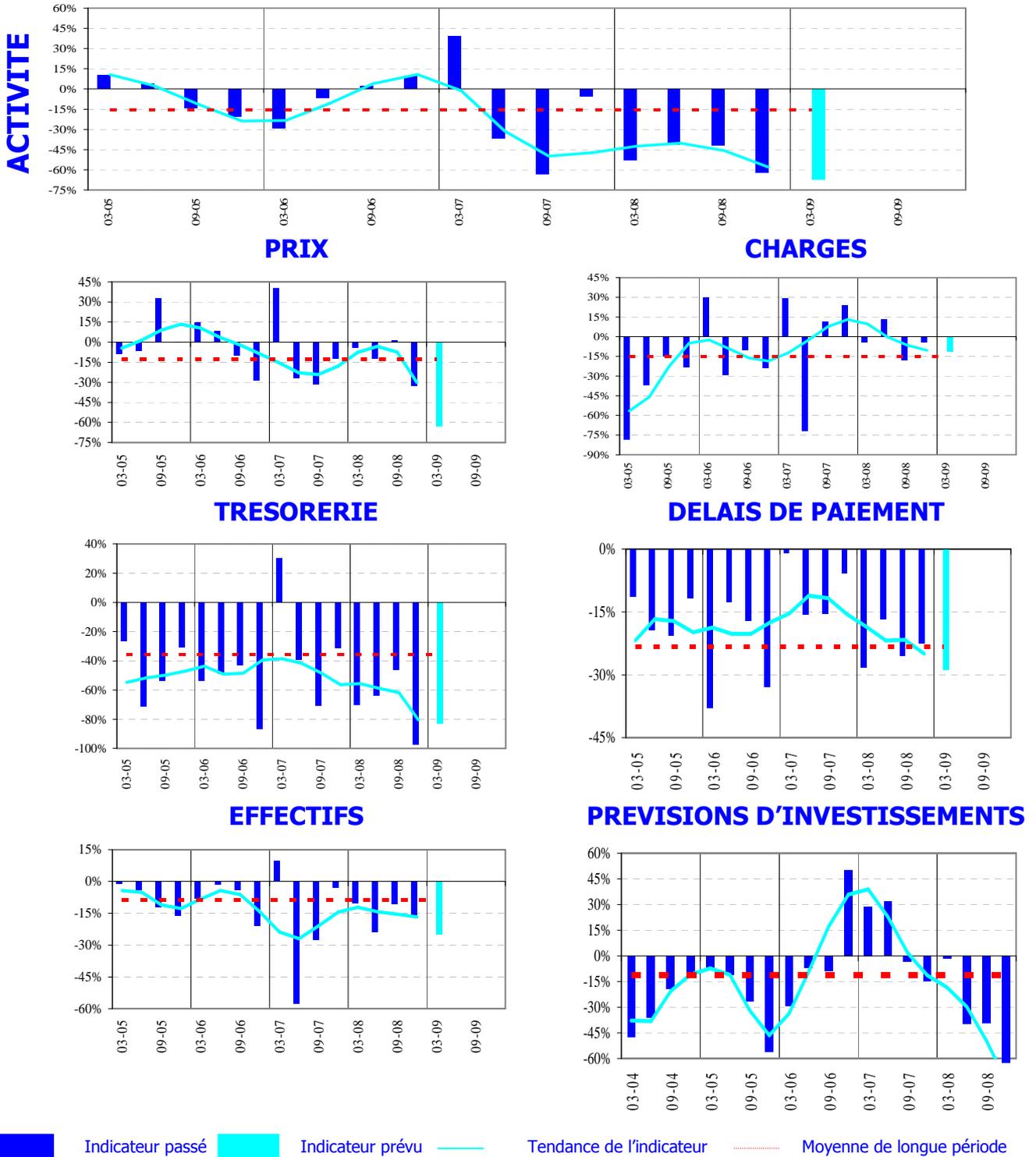


■ Indicateur passé    ■ Indicateur prévu    — Tendence de l'indicateur    - - - Moyenne de longue période

# Conjoncture économique

## SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

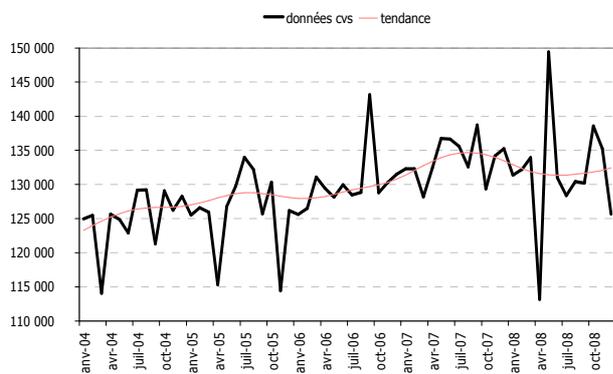
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 7 entreprises du secteur employant au total 385 salariés.



## Conjoncture économique

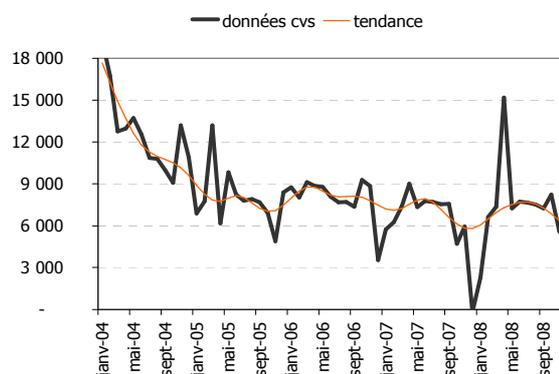
### La fréquentation touristique

#### Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : Ccim, données mensuelles

#### Nombre de croisiéristes



Source : Dircilec, données mensuelles

### Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Cumul 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007	Σ2008/ Σ2007
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	139,6	137,2	142,7	146,5	88,2	98,5	110,8	136,1	1 572,0	-7,1%	-1,9%

Source : Ccim, données mensuelles

Trafic maritime en milliers de croisiéristes	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Cumul 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007	Σ2008 / Σ2007
Nombre de croisiéristes	26,4	24,0	18,8	14,7	0,0	3,8	9,7	19,6	87,4	33,3%	14,0%

Source : DIRCILEC - données mensuelles

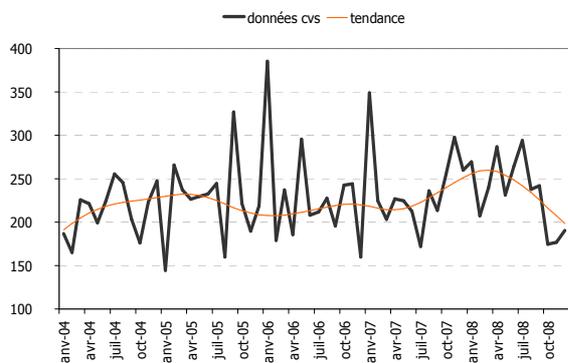
---

*Les entreprises*

---

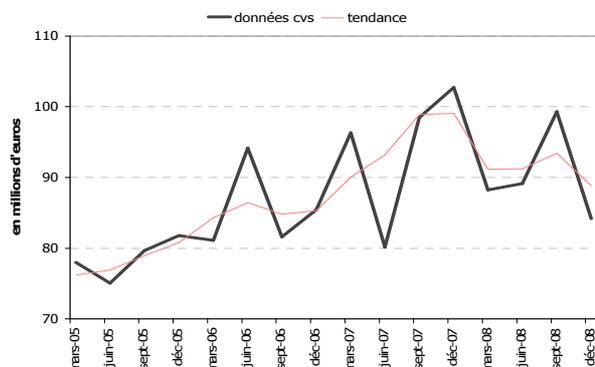
## L'investissement des entreprises

### Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



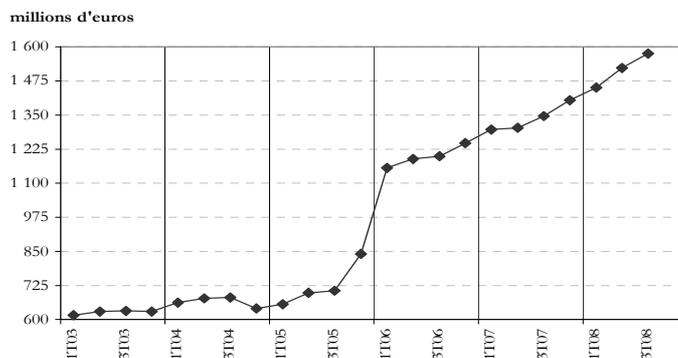
Source : Aaa, données mensuelles

### Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

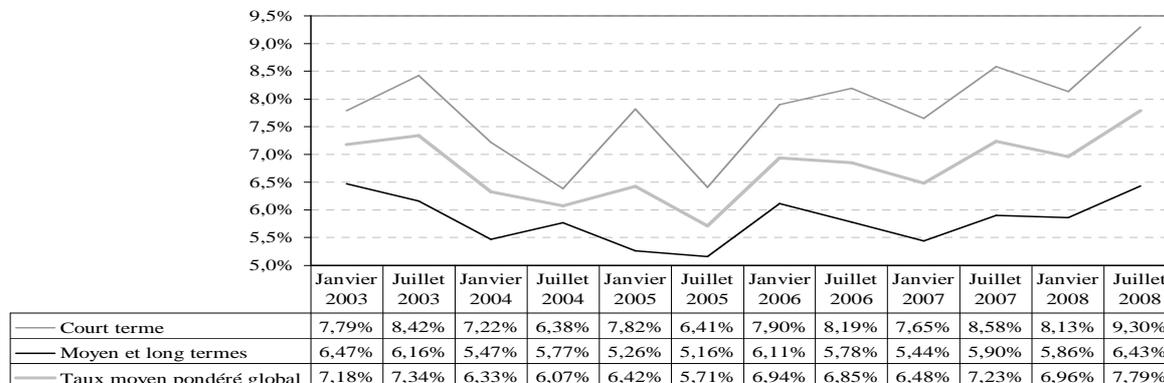
### Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises\*



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

## Les conditions de financement offertes aux entreprises

### Coût du crédit aux entreprises



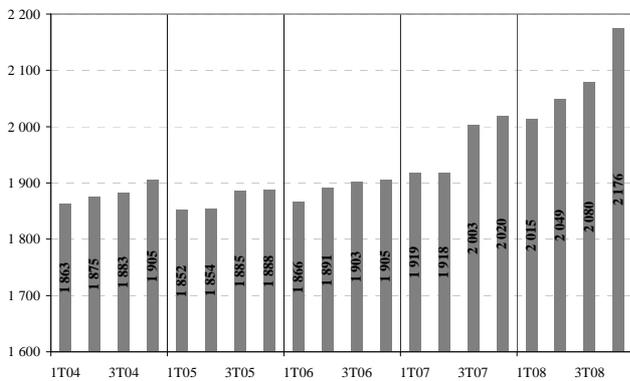
Source : Iedom, données semestrielles

\* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

## Conjoncture économique

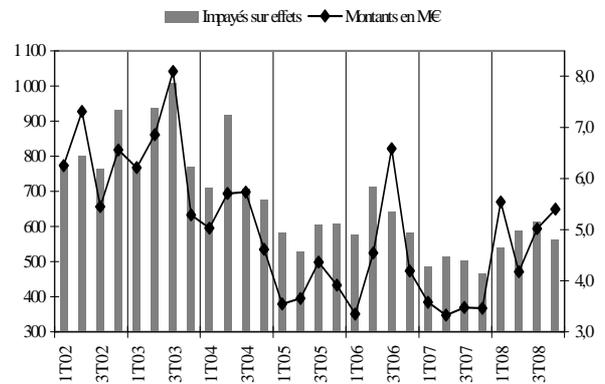
### La vulnérabilité des entreprises

#### Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

#### Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement

### Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Cumul 2008	Déc. 2008 / Σ2008 / Déc. 2007	Σ2008 / Σ2007
	VUN	231	204	148	235	214	199	195	170	2 813	-27,7%

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 / 4T07	Σ2008 / Σ2007
Biens d'équipement	81,4	91,6	96,4	116,1	90,2	84,9	89,0	95,3	359,3	-17,9%	-5,3%

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 / 3T07
Encours de crédit octroyés aux entreprises	631,8	680,4	705,2	1 198,4	1 346,3	1 404,4	1 450,4	1 522,5	1 575,1	17,0%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

## Conjoncture économique

<b>Coût du crédit aux entreprises</b> Taux moyens pondérés (%) Variations en points de base	Juillet 2006	Janvier 2007	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Juillet 2008 / Janv. 2008	Juillet 2008 /Juillet 2007
Crédits court terme	8,19%	7,65%	8,58%	8,13%	9,30%	117	72
Crédits moyen long termes	5,78%	5,44%	5,90%	5,86%	6,43%	57	53
Taux moyen pondéré global	6,85%	6,48%	7,23%	6,96%	7,79%	83	56

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

<b>Personnes morales en interdiction bancaire</b>	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08/4T07
	1 905	1 888	1 905	2 020	2 015	2 049	2 080	2 176	7,7%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Impayés sur effets</b> nombre	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 /4T07	$\Sigma$ 2008 / $\Sigma$ 2007
	675,0	608,0	584,0	467,0	539,0	587,0	614,0	562,0	2 302	20,3%	16,9%

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

---

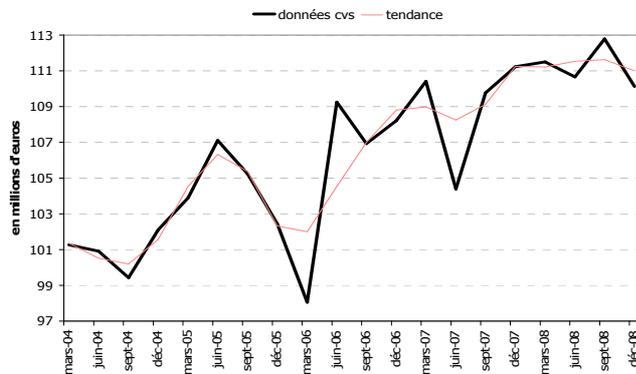
*Les ménages*

---

# Conjoncture économique

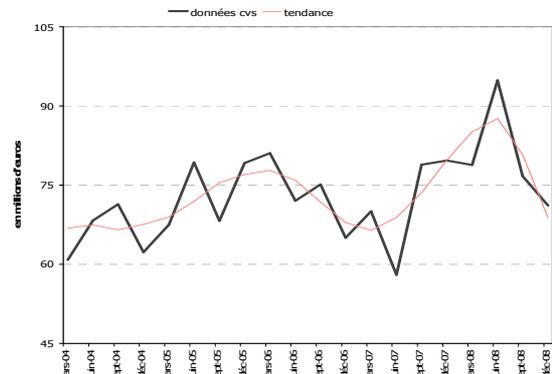
## La consommation des ménages

### Importations de biens de consommation



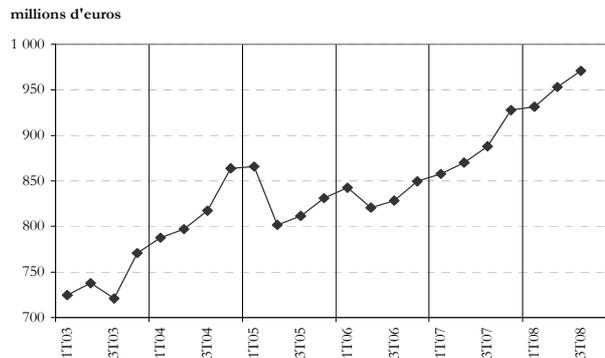
Source : Douanes, données trimestrielles

### Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

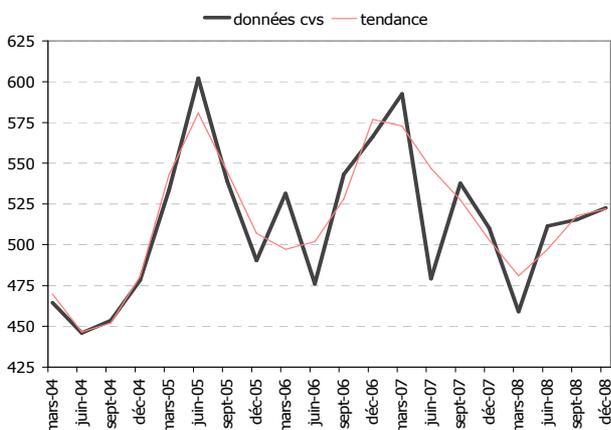
### Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

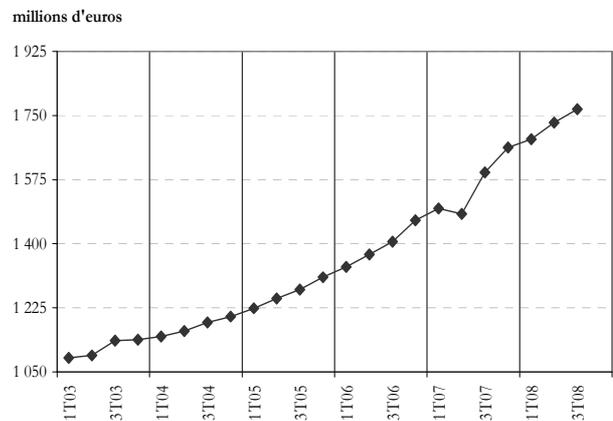
## L'investissement des ménages

### Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

### Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages

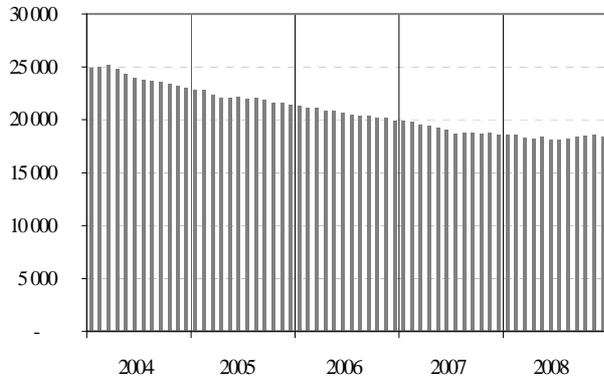


Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

## Conjoncture économique

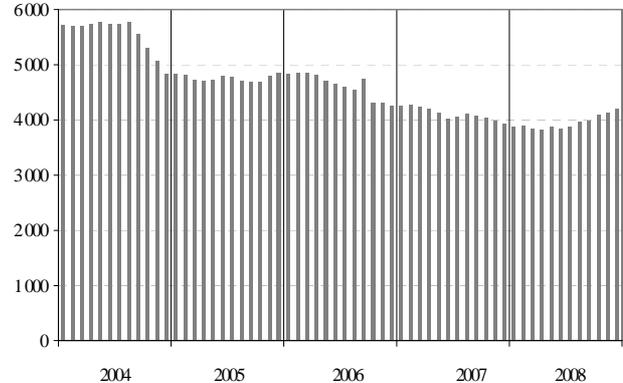
### La vulnérabilité des ménages

#### Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



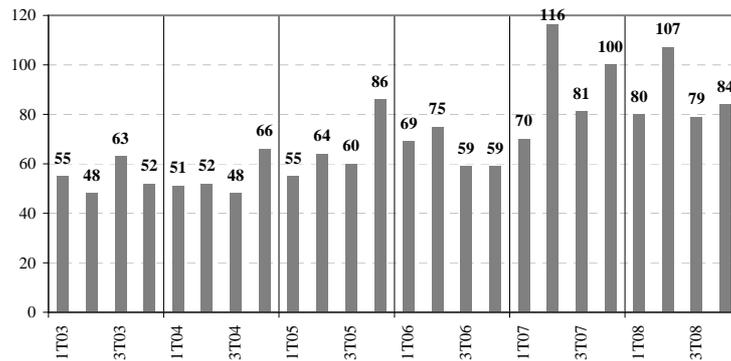
Source : Banque de France, données mensuelles

#### Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

#### Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

### Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 /4T07	Σ2008 / Σ2007
	Biens de consommation	110,7	111,0	117,2	120,3	102,9	116,5	106,4			
Produits de l'industrie automobile	78,0	97,8	79,7	96,9	74,6	83,5	73,6	86,6	318,2	-10,6%	10,0%

Source : Douanes - données trimestrielles

## Conjoncture économique

<b>Crédit à la consommation</b> en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Encours de crédit octroyés aux ménages	720,9	817,2	811,5	828,4	888,2	927,9	931,6	953,2	971,1	9,3%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Attestations de conformité électrique</b> nombre	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 /4T07	Σ2008 / Σ2007
Logements individuels neufs	515	528	610	548	416	544	493	561	2 014	2,4%	-4,5%

Source : Consuel - données trimestrielles

<b>Crédit à l'habitat</b> en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Encours octroyés aux ménages	1 135,2	1 185,6	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 662,9	1 685,6	1 731,0	1 766,8	10,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Interdiction bancaire</b>	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08 /4T07
Personnes physiques	23 032	21 399	19 894	18 583	18 316	18 136	18 389	18 388	-1,0%

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Cartes bancaires</b>	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	4T08 /4T07
Retraits de cartes bancaires	4 830	4 856	4 258	3 923	3 838	3 837	3 987	4 207	7,2%

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Surendettement</b> nombre	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008	4T08 /4T07	Σ2008/ Σ2007
Dépôts de dossiers	66	86	59	100	80	107	79	84	350	-16,0%	-4,6%

Source : Iedom, données trimestrielles

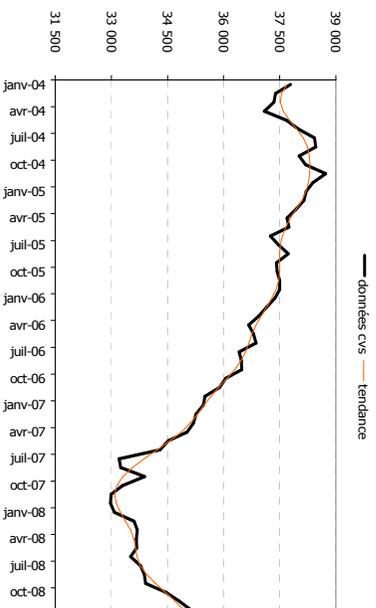
---

*Sélection d'indicateurs  
macro-économiques*

---

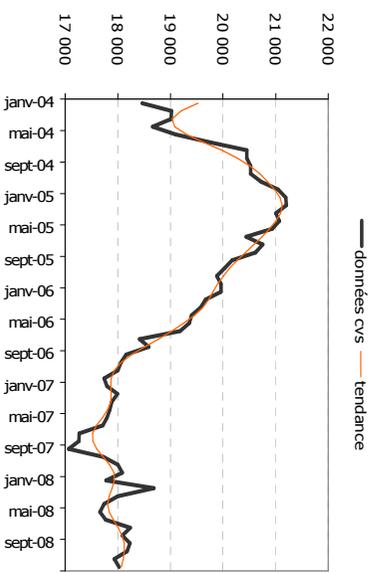
## Le marché de l'emploi

### Demandeurs d'emploi en fin de mois



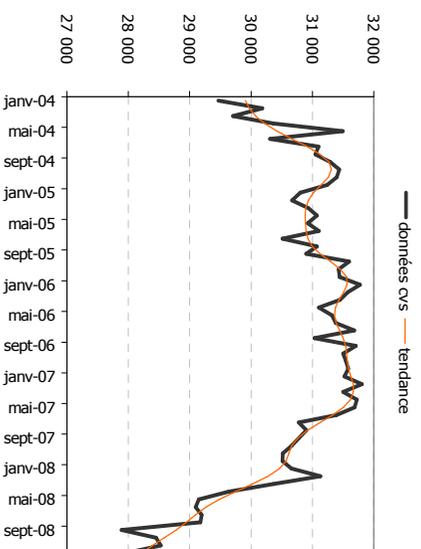
Source : Dtafp, données mensuelles

### Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données trimestrielles

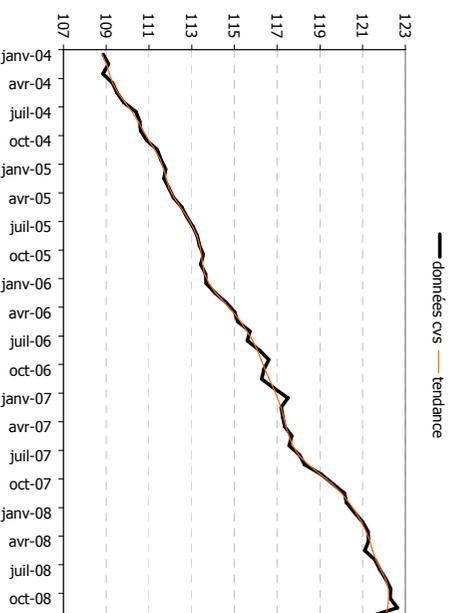
### Nombre de bénéficiaires du Rmi



Source : Caf, données mensuelles

## L'inflation

### Indice des prix à la consommation

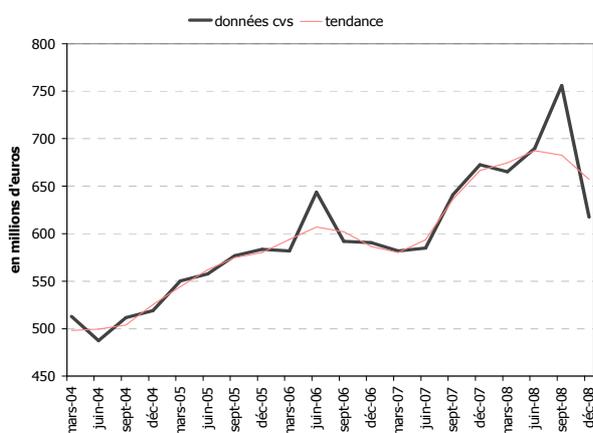


Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

# Conjoncture économique

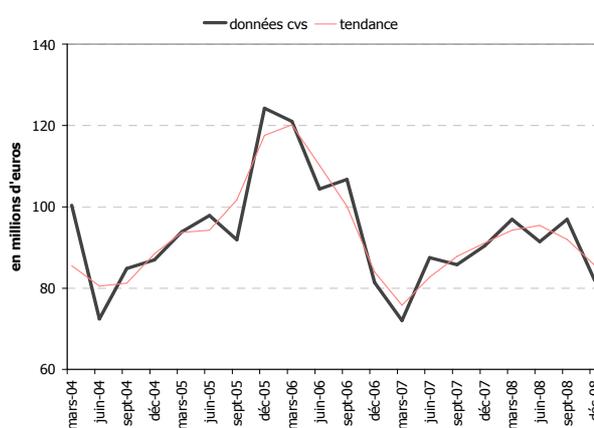
## Le commerce extérieur

### Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

### Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Emploi	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007
	Defm1	38 020	37 054	35 010	32 467	34 898	35 284	34 925	34 554

Source : Dtefp - données mensuelles

Assedic nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007
	Allocataires	21 291	20 239	18 033	18 399	18 321	18 308	18 395	18 348

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007
	Bénéficiaires	31 618	31 822	31 916	30 753	27 829	28 538	29 012	28 168

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Déc. 2004	Déc. 2005	Déc. 2006	Déc. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008 / Déc. 2007
	Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	111,5	113,6	116,8	120,2	122,8	122,6	122,5	121,2

Source : Insee - données mensuelles

## Conjoncture économique

<b>Commerce extérieur</b> en millions d'euros										4T08 / 4T07	$\frac{\Sigma 2008}{\Sigma 2007}$
	4T04	4T05	4T06	4T07	1T08	2T08	3T08	4T08	Cumul 2008		
Exportations	89,5	126,5	82,1	90,1	92,7	89,8	103,6	81,0	367,1	-10,2%	9,2%
Importations	553,5	626,1	636,9	727,6	640,5	670,6	743,3	668,9	2 723,3	-8,1%	9,4%

*Source : Douanes- données trimestrielles*

# Conjoncture économique

## Liste des publications

Lettre mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur internet
Rapport annuel : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon - le fascicule	Gratuit sur internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

## Les notes de l'Institut

Le secteur du rhum à la Martinique en 2003 ( <i>octobre 2004</i> )	
L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – les conditions d'exploitation des banques locales – le coût du crédit ( <i>novembre 2004</i> )	8 euros TTC
La distribution automobile à la Réunion ( <i>décembre 2004</i> )	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique ( <i>juillet 2005</i> )	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 ( <i>décembre 2005</i> )	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 ( <i>décembre 2005</i> )	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers ( <i>mai 2006</i> )	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique ( <i>juillet 2006</i> )	8 euros TTC
L'énergie en Guyane ( <i>novembre 2006</i> )	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM ( <i>janvier 2007</i> )	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 ( <i>janvier 2007</i> )	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM ( <i>juillet 2007</i> )	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 ( <i>octobre 2007</i> )	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM ( <i>novembre 2008</i> )	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe ( <i>novembre 2008</i> )	8 euros TTC

## Les notes expresses (dernières parutions)

N°35	Le secteur du bâtiment et des travaux publics en Martinique	
N°36	Les valeurs mobilières détenues à la Réunion	
N°37	L'énergie électrique à la Guadeloupe	
N°38	Le secteur aurifère en Guyane	
N°39	Le financement bancaire du commerce en Guadeloupe	
N°40	Les défaillances d'entreprises en Martinique entre 2004 et 2006 ( <i>juin 2007</i> )	
N°41	La filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives ( <i>juillet 2007</i> )	
N°42	La filière rizicole en Guyane ( <i>septembre 2007</i> )	
N°43	Le commerce extérieur à Mayotte entre 2002 et 2006 ( <i>septembre 2007</i> )	
N°44	Le transport à Mayotte ( <i>septembre 2007</i> )	
N°45	Le transport en Guyane ( <i>septembre 2007</i> )	
N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique ( <i>novembre 2007</i> )	
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane ( <i>décembre 2007</i> )	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique ( <i>décembre 2007</i> )	
N°49	Le tourisme à la Réunion ( <i>janvier 2008</i> )	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane ( <i>août 2008</i> )	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane ( <i>août 2008</i> )	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte ( <i>novembre 2008</i> )	

Publications disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

<i>Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)</i>	
<i>Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)</i>	
<i>L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)</i>	
<i>Emergence de nouveaux moteurs de croissance - le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)</i>	Gratuit sur internet
<i>Les entreprises de Martinique (septembre 2007)</i>	

## Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	8 euros TTC
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom  
au 05 96 59 44 14**

1, blvd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex  
[etudes@iedom-martinique.fr](mailto:etudes@iedom-martinique.fr)

## Conjoncture économique

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public
  - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

### **INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)  
Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex  
mél : [agence@iedom-martinique.fr](mailto:agence@iedom-martinique.fr) ☎ (0596) 59.44.00 ☐ (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN  
Editeur : Iedom  
Imprimeur : Iedom  
Achévé d'imprimer le 2 mars 2009  
Dépôt légal : mars 2009  
N° ISSN 0296 – 3116